

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DE SAINTES**

**PROCÈS-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 30 MARS 2021**

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'est réuni en visioconférence le 30 mars 2021, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON.

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON,
Monsieur Eric PANNAUD,
Monsieur Francis GRELLIER,
Madame Marie-Line CHEMINADE (sauf pour les délibérations n° 2021-44 et 2021-48),
Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Alexandre GRENOT,
Monsieur Fabrice BARUSSEAU
Madame Véronique CAMBON,
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,
Monsieur Jérôme GARDELLE,
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS,
Monsieur Philippe CALLAUD,
Monsieur Pascal GILLARD,
Monsieur Philippe DELHOUME,
Madame Véronique ABELIN-DRAPRON,
Madame Caroline AUDOUIN,
Monsieur Alain MARGAT,
Madame Evelynne PARISI

Monsieur Gérard PERRIN,
Monsieur Jean-Michel ROUGER,
Monsieur Eric BIGOT,
Monsieur Gaby TOUZINAUD,
Monsieur Bernard CHAIGNEAU,
Monsieur Joseph DE MINAC,
Monsieur Stéphane TAILLASSON,
Monsieur Jacki RAGONNEAUD (jusqu'à la délibération n° 21-38),
Monsieur Pierre TUAL,
Monsieur Raymond MOHSEN,
Monsieur David MUSSEAU,

Monsieur Bernard COMBEAU,
Madame Mireille ANDRE,
Monsieur Jean-Marc AUDOUIN,
Madame Françoise LIBOUREL

Monsieur Jean-Luc FOURRE,
Madame Annie GRELET,
Madame Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU,
Madame Claudine BRUNETEAU,
Monsieur Cyrille BLATTES,
Monsieur Georges ARMENOULT,
Monsieur Philippe ROUET,
Monsieur Thierry BARON (à partir de la délibération n° 2021-32),
Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE,
Monsieur Ammar BERDAI,
Madame Florence BETIZEAU (jusqu'à la délibération n° 2021-44),
Monsieur Philippe CREACHCADEC,
Monsieur Laurent DAVIET,
Monsieur Pierre DIETZ (sauf pour les délibérations n° 2021-34, 2021-35, 2021-42 et jusqu'à la délibération n° 2021-44),
Monsieur François EHLINGER,
Monsieur Jean-Pierre ROUDIER (sauf pour la délibération n° 2021-57),
Monsieur Joël TERRIEN,
Madame Véronique TORCHUT,
Madame Charlotte TOUSSAINT,
Madame Amanda LESPINASSE,
Madame Eliane TRAIN,

Madame Dominique DEREN a donné pouvoir à Madame Marie-Line CHEMINADE

Monsieur Jean-Philippe MACHON a donné pouvoir à Monsieur Philippe ROUET

Monsieur Pierre MAUDOUX a donné pouvoir à Monsieur Pierre DIETZ

Madame Céline VIOLLET a donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre ROUDIER (sauf pour la délibération n° 2021-57)

Mesdames et Messieurs Jean-Claude DURRAT-SPRINGER, Jacki RAGONNEAUD (à partir de la délibération n° 21-39), Thierry BARON (pour la délibération n° 2021-31), Florence BETIZEAU (à partir de la délibération n° 2021-45), Rémy CATROU, Marie-Line CHEMINADE (pour les délibérations n° 2021-44 et 2021-48), Charles DELCROIX, Dominique DEREN (pour les délibérations n° 2021-44 et 2021-48), Pierre DIETZ (pour les délibérations n° 2021-34, 2021-35, 2021-42 et à partir de la n° 2021-45), Pierre MAUDOUX (pour les délibérations n° 2021-34, 2021-35, 2021-42 et à partir de la n° 2021-45), Jean-Pierre ROUDIER (pour la délibération n° 2021-57), Céline VIOLLET (pour la délibération n° 2021-57), Pierre HERVE et Michel ROUX sont excusés.

Monsieur Gérard PERRIN est désigné secrétaire de séance.

Monsieur le Président ouvre la séance à 18h12, dont le temps fort sera le vote du budget. Il aurait bien évidemment aimé que ce Conseil puisse se tenir en présentiel, mais les signaux de la crise de la Covid 19 sont alarmants. Il est à souhaiter que la vaccination puisse se développer plus rapidement que le virus afin que chacun puisse retrouver une vie normale. Malgré tout, la démocratie doit pouvoir s'exercer, et il était essentiel de pouvoir continuer à tenir ces Conseils en visio.

Avant d'entamer le Conseil Communautaire, il souhaite avoir une pensée particulière pour Jean-Jacques MARTIN, figure emblématique de l'ère BARON à Saintes, qui a créé l'Atelier de la communication. Il lui rendra un hommage plus appuyé le jeudi suivant en conseil municipal.

L'ordre du jour de la séance comprend la séquence budgétaire, qui va occuper une partie importante. Le budget a été construit sur trois axes. Le premier est une Agglomération attractive et innovante, tournée vers l'installation et l'aide aux entreprises, avec des budgets annexes dédiés aux zones d'activités, ou encore le campus connecté. Le projet de tourisme fluvial sera également abordé, avec la Flow'vélo ainsi que les chantiers des Aqueducs. Le deuxième axe est celui d'une Agglomération proche et solidaire, au service de tous ses habitants, avec l'implication de l'Agglomération dans les écoles, la politique de la ville, mais aussi les aides à la rénovation de l'habitat et de nouveaux équipements pour le public. Enfin, le troisième axe est celui d'une Agglomération sensible aux enjeux du développement durable. Au cours de l'année, les délibérations proposant des améliorations de la transition énergétique seront fréquentes. La réhabilitation du réseau pluvial entraînera d'importants travaux, et le budget annexe de Régie des déchets allie enjeux environnementaux et qualité de service.

Monsieur le Président constate que le quorum est atteint et liste les pouvoirs. Il procède à l'appel nominal.

Monsieur Gérard PERRIN est désigné Secrétaire de séance.

AFFAIRES GÉNÉRALES ET JURIDIQUES

Approbation des Procès-verbaux des Conseils Communautaires du 26 janvier 2021 et du 1^{er} mars 2021

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE ne prendra pas part à l'approbation du procès-verbal de la réunion du 26 janvier, elle n'a pas assisté aux débats et était représentée par Monsieur DIETZ. Elle s'abstient en ce qui concerne le procès-verbal de la réunion du 1^{er} mars.

Les procès-verbaux des Conseils Communautaires du 26 janvier 2021 et du 1^{er} mars 2021 sont approuvés à la majorité des membres.

FINANCES

2021-31. Budget primitif 2021 : Budget Principal

Monsieur Philippe ROUET souligne que lors de la commission finances, il avait été indiqué que certains budgets pourraient être modifiés. Il demande s'il sera possible de connaître les modifications préalablement à la présentation de chacun des budgets.

Monsieur Philippe CALLAUD considère qu'il a été tenu compte des éléments qui ont été débattus lors de la commission des finances.

Il s'est vu confier le soin de présenter ce budget. Il s'agit du budget qui valorise les projets soutenus et votés par l'ensemble de l'Etablissement. Il est d'avis que ce budget confirme la solidarité intercommunale. Il est de plus résolument tourné vers les investissements, ce qui signifie attractivité des entreprises et emploi. Le budget offre également une part importante à la jeunesse et à l'éducation. Enfin, il accorde une place certaine à l'écologie. Il s'agit du premier budget présenté par l'exécutif actuel.

Ce budget représente une somme totale de 47 millions d'euros. Le budget de fonctionnement s'élève à 31 millions, tandis que 15 millions sont dédiés à l'investissement. Cela montre la position de la collectivité en matière de relance budgétaire.

Au niveau du fonctionnement, le budget varie assez peu entre 2020 et 2021, que ce soit en dépenses ou en recettes. En ce qui concerne la répartition des dépenses de fonctionnement, les charges à caractère général représentent 5,5 millions. Les dépenses de personnel constituent une charge importante du budget de fonctionnement, avec 18,9 millions. Les subventions aux associations apparaissent également.

Monsieur le Président observe que les subventions aux associations n'ont pas diminué, elles sont exactement au même niveau que l'année précédente.

Monsieur Philippe CALLAUD présente les charges à caractère général. Celles-ci sont maintenues par rapport à 2020 grâce à l'appui conjugué des collègues Vice-présidents ainsi que des services. Un travail conséquent a été réalisé, les charges de fonctionnement doivent en effet être contenues afin que la politique d'investissement puisse être mise en œuvre. La dépense concernant les charges de personnel est maîtrisée, le taux de 1,13% représente le Glissement Vieillesse Technicité habituel. Le chapitre 14 porte sur les atténuations de produits, il s'agit des attributions de compensation pour 1 306 022 euros, correspondant aux sommes versées par les communes à la CDA en raison des transferts de compétence, qu'ils soient contractuels ou légaux. Le chapitre 65 correspond à la part que verse la CDA aux associations, soit 2 171 000 euros. Les membres ont reçu la version évolutive des budgets par rapport à 2020. Ils ont donc pu constater que cette solidarité nécessaire est maintenue par rapport à 2020. Il s'agissait d'un enjeu important, et il a été tenu. L'Office de Tourisme reçoit pour sa part 498 100 euros, il constitue un atout important dans le développement du territoire. Le chapitre 67 porte sur les charges exceptionnelles. Il s'agit essentiellement des 800 000 euros versés au service Transports urbains et mobilités.

Des recettes viennent équilibrer ces dépenses. La plus grande partie est constituée des impôts et taxes versés par les habitants du territoire. Le chapitre 70 est constitué par les produits des services. En effet, les services mis en place rapportent à la CDA, comme les crèches ou les ludothèques par exemple. Ces recettes ont été très affectées en 2020. L'éducation et le scolaire génèrent également des recettes, tout comme l'animation vacances, à travers les centres de loisirs et les camps. La piscine, elle aussi très affectée en 2020, rapporte 8% de ces produits, soit 264 000 euros. Les services généraux correspondent au remboursement du personnel de la CDA mis à disposition.

Les produits des impôts représentent environ 20 millions d'euros. Des exonérations de Cotisation sur la Valeur Ajoutée des entreprises (CVAE) ont été accordées en 2020 du fait de la Covid. Un nouveau chiffre apparaît, il s'agit de la partie de la taxe d'habitation que ne perçoit plus la CDA, et qui est remplacée par une fraction de la TVA. La partie dotations et subventions renvoie à ce que le territoire reçoit de la part des autres collectivités, comme la dotation de compensation de groupement de communes, la dotation d'intercommunalité, la compensation réforme de taxe provisionnelle, les compensations de la contribution économique territoriale (CET), et des financements externes.

Les pompes funèbres publiques rapportent 117 500 euros à la CDA.

Les dépenses d'investissement de 15 millions portent majoritairement sur les travaux et les équipements, pour 14 281 403 euros. Le reste est constitué par le remboursement de l'emprunt pour 198 000 euros, une maîtrise d'ouvrage déléguée pour des écoles assumée par les communes, ainsi que des opérations patrimoniales.

La présentation habituelle est proposée concernant les investissements. Des produits ont été cherchés afin que la CDA n'assume pas la totalité des investissements. Des systèmes visant à rechercher le plus de subventions possibles ont été mis en place, ce qui atténue la somme de 14 millions, qui aurait pu être difficile à supporter pour l'Etablissement. Les subventions représentent 5 532 799 euros. Les produits de cession représentent 500 000 euros, et le FCTVA, c'est-à-dire le remboursement de la TVA payée sur les investissements, représente quant à lui 2,5 millions. Cela aboutit à un total d'environ 8,5 millions sur les 14 millions déboursés pour les investissements. Au niveau des montants, 4,8 millions sont dédiés à l'Agglomération attractive et innovante, 6,2 millions à l'Agglomération proche et solidaire de ses habitants, et 3 millions à l'Agglomération sensible aux enjeux de développement durable.

Pour ce qui est du premier aspect, la volonté est de requalifier les Zones d'Aménagement Économique, c'est-à-dire développer les entreprises, mettre en place de la réserve foncière et aider les entreprises qui ont été affectées en 2020. Cet axe passe par le campus connecté, qui représente 35 000 euros, avec 5 741 euros de récupération de FCTVA. Il passe également par le développement du tourisme, avec 3 313 000 euros dédiés aux itinéraires de randonnée, du tourisme fluvial, de la Flow'vélo et des Aqueducs. Là encore, plus de 50% de la dépense est récupérée, à travers des subventions à hauteur de 1 941 000 euros, et le FCTVA pour 503 000 euros. Le développement s'effectue sans assumer la totalité de la charge.

Le deuxième axe recouvre des aspects comme celui des écoles, avec près de 275 000 euros, parmi lesquels 39 370 euros de ressources fléchées pour des fonds de concours et des travaux et matériels dont les écoles ont grand besoin. Il passe également par la politique de la ville, qui représente 137 000 euros, avec des subventions de 65 000 euros et le FCTVA de 25 000 euros. Les dépenses sont donc couvertes à plus de 50% par des recettes qui ne sont pas fiscales. Il s'agit également d'aménager, améliorer et préserver le patrimoine à travers la politique de l'habitat et les réserves foncières. Cet aspect représente 793 000 euros. Il s'agit aussi d'équiper le territoire, avec le nouveau siège de la collectivité, l'étude sur la nouvelle piscine et l'équipement des services.

Enfin, le troisième axe correspond à un engagement fort qui a été pris, et qui sera tenu. Ainsi, 201 000 euros sont consacrés à la transition énergétique, afin de développer des énergies renouvelables, des panneaux photovoltaïques et des bornes rechargeables. Plus de 3 millions sont consacrés à la transition énergétique.

Des recettes d'un montant identique sont associées à ces dépenses d'investissement. La maîtrise d'ouvrage correspond à des actions que mène la CDA pour le compte de communes du territoire, qui reversent le montant correspondant au travail effectué. Le FCTVA représente 2,65 millions. Il s'agit également des attributions de compensation, d'immobilisations financières, et d'un emprunt prévisionnel de 4 984 682 euros. Les subventions s'élèvent à 4,4 millions, et les cessions à 500 000 euros.

Monsieur le Président indique que le souhait était que ce budget soit le plus pédagogique et le plus clair possible pour tous. Un budget est toujours compliqué à expliquer.

Monsieur Philippe CALLAUD ajoute qu'il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter ce budget primitif 2021 par natures au niveau de la section de fonctionnement, et par opérations au niveau de la section d'investissement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2021-15 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} mars 2021 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2021 du Budget principal et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 19 mars 2021,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget principal repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 1^{er} mars 2021 et les derniers ajustements budgétaires.

A. SECTION DE FONCTIONNEMENT

Celle-ci s'équilibre à 31 780 746 €

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	5 537 570,00	0,00	5 596 013,15	5 596 013,15	5 596 013,15
012	Charges de personnel, frais assimilés	18 719 551,00	0,00	18 947 325,00	18 947 325,00	18 947 325,00
014	Atténuations de produits	1 772 528,00	0,00	1 583 454,00	1 583 454,00	1 583 454,00
65	Autres charges de gestion courante	3 386 510,00	0,00	3 530 884,00	3 530 884,00	3 530 884,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		29 416 159,00	0,00	29 657 676,15	29 657 676,15	29 657 676,15
66	Charges financières	65 018,00	0,00	57 920,25	57 920,25	57 920,25
67	Charges exceptionnelles	966 306,00	0,00	811 650,00	811 650,00	811 650,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		30 447 483,00	0,00	30 527 246,40	30 527 246,40	30 527 246,40
023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (5)	1 287 680,00		1 253 499,00	1 253 499,00	1 253 499,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		1 287 680,00		1 253 499,00	1 253 499,00	1 253 499,00
TOTAL		31 735 163,00	0,00	31 780 746,00	31 780 746,00	31 780 746,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	31 780 746,00
--	----------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	90 000,00	0,00	140 000,00	140 000,00	140 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	3 675 067,00	0,00	3 386 476,00	3 386 476,00	3 386 476,00
73	Impôts et taxes	19 528 633,00	0,00	20 464 367,00	20 464 367,00	20 464 367,00
74	Dotations et participations	8 161 085,00	0,00	7 559 833,00	7 559 833,00	7 559 833,00
75	Autres produits de gestion courante	121 300,00	0,00	117 500,00	117 500,00	117 500,00
Total des recettes de gestion courante		31 576 085,00	0,00	31 668 176,00	31 668 176,00	31 668 176,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	71 000,00	0,00	51 000,00	51 000,00	51 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		31 647 085,00	0,00	31 719 176,00	31 719 176,00	31 719 176,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (5)	88 078,00		61 570,00	61 570,00	61 570,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		88 078,00		61 570,00	61 570,00	61 570,00
TOTAL		31 735 163,00	0,00	31 780 746,00	31 780 746,00	31 780 746,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	31 780 746,00
--	----------------------

1. Les dépenses comprennent :

- **Les charges à caractère général - chapitre 011 : s'établissent à 5 596 013,15 €.**

Les éléments d'évolution les plus significatifs pour 2021 concernent :

- La baisse conjoncturelle des dépenses du service des équipements aquatiques pour tenir compte des périodes de fermetures imposées par la pandémie du COVID (eau et énergie) ;
- La baisse du niveau des dépenses du scolaire liée à la baisse des effectifs scolarisés (alimentaire) ;
- La réalisation d'études sur le pluvial, le CISPD, le projet alimentaire, les filières économiques (études et honoraires).

- **Les dépenses de personnel - chapitre 012 : s'établissent à 18 947 325 €**

Le glissement-vieillesse-technicité est de + 1,13 % en moyenne pour 2021, soit une évolution modérée.

L'évolution du nombre de contractuels représente les besoins identifiés pour conduire différents projets dans la transition énergétique, la politique de la ville, le campus connecté, le point d'accès au droit, le numérique, les travaux des aqueducs.

Plusieurs postes sont financés par des aides de partenaires extérieurs.

- **Les atténuations de produits - chapitre 014** : s'établissent à 1 583 454 € et comprennent, entre autres, le versement de l'attribution de compensation de fonctionnement à certaines communes pour 1 306 022 € ainsi que le fond national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) pour 124 632 €, le reversement à l'EPIC tourisme de la taxe de séjour (150 000 €).
- **Les autres charges de gestion courante - chapitre 65** - s'établissent à 3 530 884 € et se répartissent comme suit :
 - o 2 171 986 € pour l'enveloppe des subventions versées aux associations (compte 6574).
 - o Sur ces montants 498 100 € de dotation sont versée à l'EPIC tourisme. Cette dotation est complétée par le reversement automatique de par la loi de la taxe de séjour estimée à 150 000 € pour l'année 2021. Ce financement permet à l'EPIC de financer sa gestion courante et intègre des actions spécifiques.
 - o Le solde du chapitre 65 est constitué des indemnités des élus et les charges associées, des participations versées au Pays de Saintonge Romane, aux différents syndicats en lien avec la compétence GEMAPI, le SIPAR de Burie ; SOLURIS, le renouvellement des licences informatiques et les éventuelles admissions en non-valeur.
- **Les charges financières - chapitre 66** - s'établissent à 57 920,25 € et concernent les intérêts des emprunts contractés.
- **Les charges exceptionnelles - chapitre 67** - s'établissent à 811 650 € et comprennent pour l'essentiel la subvention prévisionnelle au budget annexe Transports Urbains et Mobilités pour 800 000 €.
- **Les opérations d'ordre de transferts entre sections - chapitre 042** - s'établissent à 1 253 499,60 € dont 1 195 000 € au titre des dotations aux amortissements portant sur les biens acquis antérieurement et 58 499,60 € pour l'amortissement de frais d'études et des charges liées à la crise sanitaire.

2. Les recettes comprennent :

- **Les atténuations de charges - chapitre 013** - s'établissent à 140 000 €
 - o Celles-ci correspondent à des remboursements et notamment les indemnités journalières et décharges syndicales.
- **Les produits des services - chapitre 70** - s'établissent à 3 386 476 € dont, pour l'essentiel :
 - o 2 530 000 € de recettes pour la direction « Education -Enfance-Jeunesse, dont : la restauration scolaire (1 517 000 €), les accueils périscolaires (450 000 €), les centres de loisirs et des animations vacances (265 500 €), les structures de petite enfance (263 000 €),
 - o 264 100 € de recettes attendues sur les trois piscines ;
 - o 572 976 € de remboursement de charges de personnel par : les budgets annexes transports urbains et mobilité (81 418 €) et le budget annexe « Régie des déchets » (173 458 €), les pompes funèbres de Saintonge (37 000 €), la commune de Burie (12 300 €), la commune de Saintes pour les missions portées par la Communauté d'Agglomération de Saintes dans le cadre du règlement général de protection des données (RGPD) pour 16 500 €, la participation de la Communauté de communes Cœur de Saintonge et Gémézac au coût des postes suivants : chargés de mission dans le domaine de la santé, le tourisme et le développement de filières

(22 300 €), 230 000 € au titre de la prestation informatique rendue par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la ville de Saintes et au CCAS de Saintes.

- **Les impôts et taxes - chapitre 73- s'établissent à 20 464 367 €**

Ce chapitre se compose des recettes fiscales prévisionnelles suivantes :

- *La cotisation foncière des entreprises (CFE), la taxe d'habitation (TH) sur les résidences secondaires, la taxe sur le foncier non bâti (TFNB) et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti pour 5 417 055 € ; la compensation de la taxe d'habitation (fraction de TVA) pour 6 622 298 € ;*
- *La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est estimée à 3 083 267 € tenant compte d'une baisse estimée à 6 % en raison de la crise économique liée au COVID ;*
- *La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) est estimée à 1 105 383 € ;*
- *Les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) sont estimées à 743 748 € ;*
- *Les attributions de compensation reversées par les communes pour 1 966 101 € ; elles intègrent les montants prévisionnels liés aux derniers transferts de compétences intervenus au 01/01/2020.*
- *La taxe locale sur les publicités extérieures (TLPE) pour 380 000 € et la taxe de séjour pour 150 000 € ;*
- *La taxe GEMAPI : 275 000 € ;*
- *Le Fonds National de Péréquation sur les recettes Intercommunales et Communes (FPIC) pour 721 515 €.*

- **Les dotations et participations - chapitre 74- s'établissent à 7 559 833 €**

Ce chapitre se compose pour l'essentiel des recettes prévisionnelles suivantes :

- *1 714 468 € pour la dotation d'intercommunalité ;*
- *2 614 959 € pour la dotation de compensation de la taxe professionnelle ;*
- *159 196 € au titre des dotations de compensation des exonérations de taxes ;*
- *3 071 210 € de subventions diverses dont :*
 - ✓ *2 341 600 € pour la direction « éducation-enfance-jeunesse » provenant pour l'essentiel de la CAF pour les structures de la petite enfance, les accueils de loisirs et les animations vacances, les accueils périscolaires, relais assistantes maternelles et de la MSA ;*
 - ✓ *19 600 € pour l'environnement pour les actions TEPOS ;*
 - ✓ *346 000 € pour la direction des solidarités dont 120 000 € pour le campus connecté, 84 000 € pour les structures concernant les gens du voyage (terrains familiaux et aire d'accueil), 50 000 € pour le Programme de Réussite Educative, 35 000 € pour la coordination de la Convention Territoriale Globale, 30 000 € pour la coordination du contrat local de santé, 27 000 € pour le financement du coût de poste de coordinateur jeunesse ;*
 - ✓ *135 472 € pour l'habitat (animation de l'OPAH-RU pour 60 000 €, financement à hauteur de 50 % de la mission d'ingénierie portée par la Communauté d'Agglomération*

de Saintes pour 30 000 €, subvention de la Région pour la plateforme de la rénovation de l'habitat pour 45 472 €) ;

- ✓ *42 500 € au titre d'indemnités compensatrices versées par la Poste pour les 3 agences postales de Chérac, Migron et Saint-Césaire en contrepartie des prestations fournies ;*
 - ✓ *15 000 € pour le poste ISCG ;*
 - ✓ *24 000 € pour le poste de chargé de mission NOTT, 13 000 € pour les échappées rurales et l'animation fleuve, 84 282 € pour les études relatives au plan alimentaire territorial et aux filières, 20 000 € pour le poste de chargé de mission éco-filières, 26 456 € de l'agence de l'eau Adour Garonne en lien avec la prise de compétence gestion des eaux pluviales urbaines.*
- ***Les autres produits de gestion courante - chapitre 75- s'établissent à 117 500 € correspondant à la redevance versée par les Pompes Funèbres de Saintonge dans le cadre de la délégation de service public (DSP).***
 - ***Les produits exceptionnels -chapitre 77- s'établissent à 51 000 € et concernent principalement les versements de l'assurance en lien avec les désordres constatés au Centre Aquatique Aquarelle.***
 - ***Les opérations d'ordre de transferts entre sections -chapitre 042- s'établissent à 61 570 € pour l'amortissement des subventions.***

B. SECTION D'INVESTISSEMENT

Celle-ci s'équilibre à 15 613 302,28 €

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	185 500,00	0,00	308 053,00	308 053,00	308 053,00
204	Subventions d'équipement versées	388 000,00	0,00	926 197,91	926 197,91	926 197,91
21	Immobilisations corporelles	364 500,00	0,00	692 740,00	692 740,00	692 740,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	10 503 176,90	0,00	12 354 412,00	12 354 412,00	12 354 412,00
	Total des dépenses d'équipement	11 441 176,90	0,00	14 281 402,91	14 281 402,91	14 281 402,91
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	188 470,00	0,00	193 768,00	193 768,00	193 768,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	193 470,00	0,00	198 768,00	198 768,00	198 768,00
45...	Total des op. pour compte de tiers (8)	294 000,00	0,00	81 563,00	81 563,00	81 563,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	11 928 646,90	0,00	14 561 733,91	14 561 733,91	14 561 733,91
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	88 078,00		81 570,00	81 570,00	81 570,00
041	Opérations patrimoniales (4)	135 690,00		989 008,37	989 008,37	989 008,37
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	223 768,00		1 051 588,37	1 051 588,37	1 051 588,37
	TOTAL	12 152 414,90	0,00	15 613 302,28	15 613 302,28	15 613 302,28

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	15 613 302,28
---	----------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 321 328,00	0,00	3 611 805,96	3 611 805,96	3 611 805,96
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	7 087 934,90	0,00	4 982 182,05	4 982 182,05	4 982 182,05
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	8 409 262,90	0,00	8 593 988,01	8 593 988,01	8 593 988,01
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	1 200 000,00	0,00	2 654 169,00	2 654 169,00	2 654 169,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent* invest. non transf.	0,00	0,00	1 145 688,00	1 145 688,00	1 145 688,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	5 000,00	0,00	2 500,00	2 500,00	2 500,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	120 782,00	0,00	141 897,00	141 897,00	141 897,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	700 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
	Total des recettes financières	2 025 782,00	0,00	4 444 254,00	4 444 254,00	4 444 254,00
45...	Total des op. pour le compte de tiers (8)	294 000,00	0,00	331 562,30	331 562,30	331 562,30
	Total des recettes réelles d'investissement	10 729 044,90	0,00	13 369 804,31	13 369 804,31	13 369 804,31
021	Virement de la sect* de fonctionnement (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	1 287 680,00		1 253 499,00	1 253 499,00	1 253 499,00
041	Opérations patrimoniales (4)	135 690,00		989 008,37	989 008,37	989 008,37
	Total des recettes d'ordre d'investissement	1 423 370,00		2 243 497,97	2 243 497,97	2 243 497,97
	TOTAL	12 152 414,90	0,00	15 613 302,28	15 613 302,28	15 613 302,28

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	15 613 302,28
---	----------------------

1. Les dépenses comprennent, pour l'essentiel :

- **Des opérations en lien avec des autorisations de programme (AP) : 5 175 174 €**

Autorisations de programme	Budget 2021
Programme Local de l'Habitat 2017-2022	86 400 €
	250 000 €
	100 000 €
	30 000 €
	45 100 €
Réserve foncière	407 659 €
Requalification Zones d'Activités Economiques	495 000 €
Subventions aux communes : bâtiments scolaires	8 195 €
Flow Vélo	350 000 €
Aqueducs : Vénérand-Le Douhet-Fontcouverte	2 511 320 €
Nouveau siège-déménagement « direction des systèmes informatiques »	574 000 €
Soutien à l'équilibre social de l'habitat	35 000 €
Plan Local Urbanisme Intercommunal	82 500 €
Développement des énergies renouvelables	200 000 €

- **Des opérations hors autorisations de programme (AP) : 7 179 238 € dont :**

Opérations	Budget 2021
Travaux crèches	240 000 €
Matériel et mobilier : écoles - restaurants scolaires- crèches	
Nouveau siège de la communauté d'agglomération	3 570 000 €
Matériel informatique	460 662 €
ZA Les Charriers - Bassin Versant (BV 7)	1 985 878 €
Itinéraires randonnées	120 535 €
Sentier du Coran	160 090 €
Travaux et matériel pour les piscines	46 000 €

Travaux et matériel/mobilier	27 500 €
GEMAPI	78 840 €
Aire accueil des gens du voyage	18 000 €
Nouvelle piscine	300 000 €

- **Des investissements hors opérations : 2 008 553,91.**
- **Le remboursement du capital de la dette s'élève à 191 268 €.**
- **Les opérations d'intégration dans l'actif des réalisations par la SEMDAS pour le nouveau siège soit 989 998,37 €.**
- **L'amortissement de subventions d'équipement pour 61 570 €.**

2. Les recettes comprennent pour l'essentiel :

- **2 654 169 € de remboursements du Fonds de Compensation de la TVA ;**
- **1 195 000 € de dotation aux amortissements ;**
- **4 480 007,96 € de subventions ;**
- **500 000 € de cessions ;**
- **331 562,30 € relatif à l'équilibre de l'opération de maîtrise d'ouvrage déléguée à la CDA pour l'extension de l'école de Saint Césaire ;**
- **Les opérations d'intégration dans l'actif des réalisations par la SEMDAS pour le nouveau siège soit 989 998,37 € ;**
- **Les attributions de compensation pour 277 486 €. Elles intègrent les montants prévisionnels liés au transfert de la compétence eaux pluviales urbaines intervenu au 01/01/2020.**
- **25 573 € d'amortissements de frais d'études et 32 926,60 € pour l'étalement des charges liées à la crise sanitaire ;**
- **43 483 € relatifs aux remboursements d'avances des budgets annexes soit : Hôtel d'entreprises (21 000 €) et Transports urbains (22 483 €).**
- **93 414 € pour le remboursement par la commune de Burie des cessions différées.**
- **La section d'investissement s'équilibre par un emprunt prévisionnel de 4 982 182,05 €.**

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'adopter le budget primitif 2021 du Budget principal par nature, au niveau du chapitre, pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou « par opération » pour la section d'investissement.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- **56 Voix pour**
- **0 Voix contre**
- **1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)**
- **0 Ne prend pas part au vote**

2021-32. Budget primitif 2021 - Budget Annexe « Régie des Déchets »

Monsieur Jérôme GARDELLE indique qu'il s'agit également d'un budget innovant, tant par les services amenés aux concitoyens que par les investissements qui vont être proposés pour le territoire. Les enjeux concernant ce service seront nombreux dans les mois à venir.

Le budget de fonctionnement va s'équilibrer à 7 830 000 euros. Les charges de gestion représentent 2,61 millions. Cette somme est en hausse et continuera à augmenter sur les années à venir. Les charges de personnel seront également en hausse, à plus de 3,1 millions, correspondant à la volonté de ramener du service. Certaines mesures ont déjà été évoquées, comme le retour en collecte hebdomadaire l'été. Du personnel complémentaire sera nécessaire pour assurer ces missions, d'où la hausse de ce budget. Les effets de la Covid se font également sentir, avec des absences au sein du service. Les remplacements génèrent des charges d'intérim. Les charges à caractère général représentent près d'1,4 million d'euros. Elles comprennent notamment les charges de carburant, qui sont source d'incertitudes, et les prestations de services comme l'entretien des véhicules. La dotation aux amortissements est de 667 526 euros. Il s'agit d'un niveau extrêmement bas, qui démontre le manque d'investissement au cours des années précédentes dans ce domaine. Le niveau devrait plutôt être situé entre 800 000 euros et 1 million. Il est nécessaire de réinvestir afin de pouvoir disposer d'équipements de qualité sur le territoire. Les charges financières ne sont guère significatives, le service est très peu endetté.

Les recettes d'exploitation proviennent essentiellement de la redevance des usagers, pour 7 516 000 euros. Quelques rentrées complémentaires sont observées, notamment à travers le centre hospitalier qui dispose d'une facturation spécifique, les apports en déchèterie des professionnels, ainsi que la mise à disposition éventuelle de bacs en cas de manifestations durant l'été. Le reste des recettes est constitué de petits montants. Les subventions d'exploitation concernent les éco-organismes, qui financent le service afin d'assurer la collecte de certains de leurs déchets sur le territoire.

La section d'investissement s'équilibre à 1 200 170 euros. L'objectif est d'améliorer les infrastructures sur le territoire. La ligne la plus importante porte sur l'achat de matériel spécifique, avec l'achat de camions, le parc commençant à être vieillissant. La modernisation des déchèteries est également prévue, de même que du matériel informatique ainsi que l'achat d'un véhicule de service propre.

Les recettes d'investissement proviennent pour 667 086 euros des dotations aux investissements, le reste étant constitué de FCTVA, d'étalement des études, ainsi que de l'emprunt prévisionnel pour 425 844 euros.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE indique qu'elle va s'abstenir sur l'ensemble des délibérations portant sur le budget. Elle considère que la part relative à l'investissement est présentée comme importante, mais qu'elle est souvent divisée par deux ou par trois par rapport à l'année précédente. Il est nécessaire d'effectuer des investissements pour préparer l'avenir, toutefois le compte n'y est pas. Par exemple, la ligne des dépenses d'investissement réelles pour les déchèteries s'élevait à environ 3,5 millions dans le budget précédent, alors qu'elle n'est plus que de 1 148 000 euros. Il s'agit certes d'une somme qui n'est pas négligeable, toutefois pour faire face aux enjeux du traitement des déchets qui s'annoncent, diviser les investissements par trois ne semble pas être une bonne stratégie. Cette dernière est reproduite dans l'ensemble des budgets proposés. Dans le budget relatif à l'Hôtel d'entreprises, une augmentation de 80 % des dépenses de charges courantes a été observée entre 2020 et 2021, ainsi qu'une diminution de 80% des dépenses d'équipement dans le même temps.

Elle ne peut pas voter contre les budgets, qui sont indispensables pour fonctionner, mais ne partage pas ces choix stratégiques et politiques.

Monsieur le Président explique que ce budget a été travaillé de sorte à pouvoir être exécuté. Pour pouvoir comparer, il faudrait disposer du compte de gestion 2020 afin d'observer les réalisations qui ont été faites. En 2020, sur les 15 millions d'investissements prévus, seuls 4,5 millions ont été réalisés. Ces budgets sont travaillés afin de pouvoir être exécutés quasiment à 100%. Le souhait était de travailler au plus juste, la consigne donnée est de réaliser le maximum de ce qui est prévu. Il serait possible d'écrire n'importe quel montant pour l'investissement, toutefois si seule une infime partie est réalisée, cela est ridicule. Le compte administratif 2021 permettra de juger de la justesse de ces budgets. L'objectif est d'être au plus près de la réalité, comme le souhaitent les concitoyens. L'accent a été mis sur l'économie, dans la mesure où les dépenses économiques constituent de l'investissement pour l'Agglomération, il s'agit de sa première compétence.

Monsieur le Président ajoute que les budgets sont entachés par les nouvelles dépenses imposées par l'État. La gestion des déchets est une compétence subie, l'État a inscrit de nouvelles dépenses obligatoires qui augmentent largement le coût du service. Malgré ces obligations, Monsieur GARDELLE parvient à maîtriser

ce budget, tout en offrant une vision vers l'avenir. La gestion des bio-déchets a déjà été engagée, il s'agira d'une nouvelle dépense obligatoire en 2023. La Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) contraint dès cette année à encaisser de nouvelles dépenses, néanmoins le service demeure beaucoup moins coûteux au niveau de l'Agglomération qu'au sein des agglomérations voisines, avec un service qui s'améliore. Une nouvelle déchèterie devrait être en place d'ici deux ans, avec un concept complètement novateur. Le conseil de développement qui sera mis en place prochainement a déjà participé à ce type de travaux sous l'ancien mandat, et il continuera à le faire. L'Agglomération est assez vertueuse et dispose d'un système de gestion des déchets très efficace.

* * * * *

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu l'avis n°2021-6 du Conseil d'exploitation de la régie pour les déchets dotée de la seule autonomie financière en date du 1^{er} février 2021 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2021 et du débat intervenu,

Vu la délibération n°2021-15 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} mars 2021 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2021 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la régie des déchets du 15 mars 2021,

Considérant l'avis favorable de la commission finances du 19 mars 2021,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Régie des déchets » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 1^{er} mars 2021 et les derniers ajustements budgétaires,

BUDGET REGIE DES DECHETS

SECTION D'EXPLOITATION

Celle-ci s'équilibre à 7 938 000 €.

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 320 130,00	0,00	1 373 396,00	1 373 396,00	1 373 396,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 960 000,00	0,00	3 101 568,00	3 101 568,00	3 101 568,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	2 472 000,00	0,00	2 631 635,00	2 631 635,00	2 631 635,00
Total des dépenses de gestion des services		6 752 130,00	0,00	7 106 599,00	7 106 599,00	7 106 599,00
66	Charges financières	297,00	0,00	170,00	170,00	170,00
67	Charges exceptionnelles	345 473,39	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat* (4)	212 000,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses Imprévues	50 000,00		63 705,00	63 705,00	63 705,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		7 358 900,39	0,00	7 270 474,00	7 270 474,00	7 270 474,00
023	Virement à la section d'investissement (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (6)	766 758,00		667 526,00	667 526,00	667 526,00
043	Opérat* ordre Intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		766 758,00		667 526,00	667 526,00	667 526,00
TOTAL		8 125 658,39	0,00	7 938 000,00	7 938 000,00	7 938 000,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	7 938 000,00
---	---------------------

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	60 500,00	0,00	60 500,00	60 500,00	60 500,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	7 240 000,00	0,00	7 720 000,00	7 720 000,00	7 720 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	48 000,00	0,00	48 000,00	48 000,00	48 000,00
75	Autres produits de gestion courante	45 600,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
Total des recettes de gestion des services		7 394 100,00	0,00	7 868 500,00	7 868 500,00	7 868 500,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		7 404 100,00	0,00	7 878 500,00	7 878 500,00	7 878 500,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (6)	115 977,00		59 500,00	59 500,00	59 500,00
043	Opérat* ordre Intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		115 977,00		59 500,00	59 500,00	59 500,00
TOTAL		7 520 077,00	0,00	7 938 000,00	7 938 000,00	7 938 000,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	7 938 000,00
---	---------------------

1. Les dépenses comprennent :

- **Les charges à caractère général -chapitre 011 - s'établissent à 1 373 396 € dont :**
 - 377 210 € pour les frais de carburant ;
 - 241 500 € pour les prestations de services dont notamment 140 000 € pour la prestation de collecte des points d'apport volontaire et 40 000 € pour la prestation de lavage des conteneurs enterrés, 30 000 € pour le contrat relatif au système d'identification et de géolocalisation des bennes à ordures ménagères et 10 000 € pour la prestation de lavage des vêtements de travail
 - 244 000 € pour l'entretien des matériels roulants ;
 - 117 200 € pour les autres matières et fournitures dont 80 000 € pour les sacs jaunes et 25 000 € pour les vêtements de travail et équipements de protection ;
 - 52 400 € pour les polices d'assurances ;

- 37 390 € pour la maintenance du matériel et des installations ;
- 29 500 € pour la fourniture d'eau et d'électricité ;
- 21 000 € pour la communication pour les calendriers de collecte et des campagnes de sensibilisation aux modalités de collecte et l'accès aux déchèteries ;
- 7 000 € pour l'affranchissement.
- **Les dépenses de personnel -chapitre 012- s'établissent à 3 101 568 €**
 - Prise en compte du glissement-vieillesse-technicité (GVT) de + 1,54 % en moyenne ;
 - Outre la rémunération du personnel permanent, ce chapitre comprend le remboursement au budget principal des charges salariales pour les fonctions supports pour 173 458 € et l'enveloppe destinée à financer le personnel intérimaire pour 500 000 €.
- **Les autres charges de gestion courante -chapitre 65- s'établissent à 2 631 635 €**
 Il s'agit essentiellement de la contribution à CYCLAD (2 510 000 €) dont :
 - 1 940 000 € pour le traitement de la collecte en porte à porte pour les particuliers.
 - 520 000 € pour le traitement en déchèterie ;
 - 50 000 € pour le traitement des déchets du Centre hospitalier de Saintonge ;
 Par ailleurs, 100 000 € sont prévus pour les admissions en non valeurs éventuelles.
- **Les charges financières -chapitre 66- s'établissent à 170 €.** Cette enveloppe permet le paiement des intérêts de l'emprunt contracté.
- **Les charges exceptionnelles -chapitre 67- s'établissent à 100 000 €.** Les crédits sont prévus pour prendre en compte d'éventuelles annulations de titres sur exercices antérieurs.
- **Les opérations d'ordre de transfert entre sections -chapitre 042- s'établissent à 667 526 €** dont 651 000 € au titre des dotations aux amortissements et 16 526 € pour les charges à étaler.
- **Les dépenses imprévues -chapitre 022- sont de 63 705 €**

2. Les recettes comprennent :

Les produits des services -chapitre 70- s'établissent à 7 720 000 € et se répartissent comme suit :

- 7 516 000 € de recettes attendues au titre de la redevance incitative. Celle-ci est en progression en 2021 de 15 € par an et par redevable venant compenser l'augmentation de la contribution demandée par le Syndicat Mixte CYCLAD ;
- 110 000 € pour la facturation au Centre Hospitalier de Saintonge de la prestation de service « collecte et traitement des déchets assimilables aux ordures ménagères » dans le cadre d'un marché public ;
- 73 000 € pour la déchèterie de Corme-Royal ;
- 11 000 € pour la déchèterie de Burie ;
- 10 000 € pour la mise à disposition de bacs lors de manifestations.

- **Les subventions d'exploitation -chapitre 74- s'établissent à 48 000 €**
 - *Il s'agit de subventions versées par les éco-organismes.*
- **Les autres produits de gestion courante -chapitre 75- s'établissent à 40 000 €**
 - *Ces crédits correspondent au remboursement, par l'Etat, de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE).*
- **Les atténuations de charges -chapitre 013- s'établissent à 60 500 €** dont principalement l'assurance statutaire, les indemnités journalières et les remboursements au titre de décharges syndicales.
- **Les amortissements de subventions -chapitre 042- s'établissent à 59 500 €.**
- **Les produits exceptionnels -chapitre 77- sont de 10 000 €** et correspondent à des remboursements potentiels de l'assurance suite aux sinistres intervenus sur les véhicules

SECTION D'INVESTISSEMENT

Celle-ci s'équilibre à 1 208 170 €.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 748 739,16	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	755 000,00	0,00	1 020 000,00	1 020 000,00	1 020 000,00
	Total des dépenses d'équipement	3 503 739,16	0,00	1 120 000,00	1 120 000,00	1 120 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	28 667,00	0,00	28 670,00	28 670,00	28 670,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	28 667,00	0,00	28 670,00	28 670,00	28 670,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	3 532 406,16	0,00	1 148 670,00	1 148 670,00	1 148 670,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	115 977,00		59 500,00	59 500,00	59 500,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	115 977,00		59 500,00	59 500,00	59 500,00
	TOTAL	3 648 383,16	0,00	1 208 170,00	1 208 170,00	1 208 170,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 208 170,00
---	---------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	425 844,00	425 844,00	425 844,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	425 844,00	425 844,00	425 844,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	90 000,00	0,00	114 800,00	114 800,00	114 800,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	90 000,00	0,00	114 800,00	114 800,00	114 800,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	90 000,00	0,00	540 644,00	540 644,00	540 644,00
021	Virement de la section d'exploitation (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	766 758,00		667 526,00	667 526,00	667 526,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	766 758,00		667 526,00	667 526,00	667 526,00
	TOTAL	856 758,00	0,00	1 208 170,00	1 208 170,00	1 208 170,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 208 170,00
---	---------------------

1. Les dépenses comprennent :

– Les dépenses d'équipement et de travaux, dont :

- L'achat de matériel spécifique (bennes de déchèteries, bacs roulants, colonnes d'apport volontaire et plateformes) pour 461 000 € ;
- La mise aux normes et la modernisation des déchèteries pour 300 000 € ainsi que l'achat d'un terrain et les études nécessaires pour l'implantation d'une nouvelle déchèterie au sud de Saintes pour 120 000 € ;

- L'acquisition de matériel informatique (165 000 €) pour le remplacement du système d'identification et de géolocalisation des bennes à ordures ménagères ;
- Un véhicule de service à faible émission pour 30 000 € ;
- Des travaux dans les bureaux de l'Ecosite (20 000 €) ainsi que la rénovation et la mise aux normes du logement du gardien (20 000 €).

Le remboursement du capital de la dette : 28 670 € (chapitre 16).

L'amortissement des subventions pour 59 500 € (chapitre 040).

2. Les recettes comprennent :

- Le remboursement de la TVA via le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) pour 114 800 € ;
- L'amortissement des immobilisations pour 658 584 € (chapitre 040) ;
- L'étalement des études pour 8 942 € et des charges liées à la crise sanitaire pour 7 584 € (chapitre 040) ;
- L'emprunt prévisionnel pour 425 844 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'adopter le budget primitif 2021 du Budget Annexe Régie des Déchets, par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou « par opération » pour la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 1 Voix contre (Mme Florence BETIZEAU)
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE, M. Jean-Pierre ROUDIER)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-33. Budget primitif 2021 - Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilités »

Monsieur Philippe DELHOUME indique que les recettes d'exploitation s'équilibrent à hauteur de 5 256 873 euros. Elles comprennent le transfert financier de la région, le remboursement du CCAF, ainsi qu'une subvention ADEVE. Elles sont également composées des recettes voyageurs, du versement Keolis, de l'amortissement sur subventions, de la subvention d'équilibre du budget principal et du versement transport.

Les dépenses de fonctionnement sont d'un montant identique aux recettes. Elles se composent de plusieurs chapitres : les amortissements, les intérêts d'emprunts, le remboursement du versement transport, les charges à caractère général, les dépenses de personnel et les autres charges de gestion.

En ce qui concerne la section d'investissement, les dépenses et les recettes s'équilibrent. Les dépenses comprennent l'étude de l'appel à projets vélos, le remboursement de l'emprunt, les dépenses imprévues, l'amortissement sur subventions et les travaux d'équipement.

Les recettes sont quant à elles constituées de l'emprunt prévisionnel et de l'amortissement.

Monsieur le Président précise que dans le cadre du budget Transports 2020, il avait été inscrit au budget prévisionnel 1,89 million, alors que 453 000 euros avaient été exécutés. Le souhait a donc été d'être moins optimiste concernant la dépense, une année encore compliquée s'annonçant. La dépense d'investissement est donc de 936 000 euros cette année.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE entend le point, il n'y a pas d'intérêt à annoncer des chiffres qui ne seront pas dépensés. Elle demande de quelle nature seront les bus qui vont être achetés.

Monsieur Philippe DELHOUME répond que pour le moment, il s'agira toujours de bus au diesel, même si d'autres pistes sont recherchées.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir combien de bus seront changés.

Monsieur Philippe DELHOUME indique que deux bus ont été achetés cette année. Ils sont arrivés la semaine précédente.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE s'enquiert de leur durée de vie.

Monsieur Philippe DELHOUME répond que le plus ancien a vingt-cinq ans.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE aimerait connaître le nombre total de bus ainsi que leur taille.

Monsieur le Président va demander une note sur la composition du parc.

Monsieur Raymond MOHSEN demande ce qu'est l'amortissement des subventions.

Monsieur Philippe CALLAUD explique que lorsque des subventions sont reçues, elles doivent être amorties au même titre que les matériels.

Monsieur le Président félicite Monsieur DELHOUME pour le travail effectué et soumet la délibération au vote.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n° 2021-15 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} mars 2021 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2021 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 19 mars 2021,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Transports Urbains et Mobilités » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 1^{er} mars 2021 et les derniers ajustements budgétaires.

BUDGET TRANSPORTS URBAINS ET MOBILITÉS

SECTION D'EXPLOITATION

La section d'exploitation s'équilibre à 5 256 873 €.

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	126 665,00	0,00	164 910,00	164 910,00	164 910,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	200 137,00	0,00	218 663,00	218 663,00	218 663,00
014	Atténuations de produits	1 200,00	0,00	1 200,00	1 200,00	1 200,00
65	Autres charges de gestion courante	4 640 000,00	0,00	4 454 139,00	4 454 139,00	4 454 139,00
Total des dépenses de gestion des services		4 968 002,00	0,00	4 838 912,00	4 838 912,00	4 838 912,00
66	Charges financières	4 358,00	0,00	3 335,00	3 335,00	3 335,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat* (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	10 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		4 982 360,00	0,00	4 842 247,00	4 842 247,00	4 842 247,00
023	Virement à la section d'investissement (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (6)	423 250,00		414 020,00	414 020,00	414 020,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		423 250,00		414 020,00	414 020,00	414 020,00
TOTAL		5 405 616,00	0,00	5 256 873,00	5 256 873,00	5 256 873,00
						+
						D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)
						0,00
						=
						TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES
						5 256 873,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	570 120,00	0,00	592 580,00	592 580,00	592 580,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	2 200 000,00	0,00	2 186 944,00	2 186 944,00	2 186 944,00
74	Subventions d'exploitation	1 660 645,00	0,00	1 648 646,00	1 648 646,00	1 648 646,00
75	Autres produits de gestion courante	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00
Total des recettes de gestion des services		4 440 765,00	0,00	4 438 170,00	4 438 170,00	4 438 170,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	951 356,00	0,00	800 000,00	800 000,00	800 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		5 392 121,00	0,00	5 238 170,00	5 238 170,00	5 238 170,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (6)	13 495,00		18 703,00	18 703,00	18 703,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		13 495,00		18 703,00	18 703,00	18 703,00
TOTAL		5 405 616,00	0,00	5 256 873,00	5 256 873,00	5 256 873,00
						+
						R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)
						0,00
						=
						TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES
						5 256 873,00

1. Les dépenses comprennent :

- **Les charges à caractère général - chapitre 011- : 164 910 €**

Dont la maintenance des logiciels de billetterie et de suivi du versement transport, des frais de location des locaux, l'appel à projets vélos.

- **Les dépenses de personnel - chapitre 012- : 218 663 €**

Cette enveloppe est relativement stable par rapport au budget primitif 2020. Il est tenu compte de l'évolution de la carrière des agents. Par ailleurs, ces crédits comportent l'enveloppe nécessaire au remboursement des charges salariales engagées par le budget principal au titre des fonctions support ainsi qu'une quote-part d'un poste partagé entre les deux budgets. Ces flux réciproques entre le budget principal et ce budget annexe sont d'un montant de 81 418 €.

Le poste de « chargé de mission mobilité » est financé à 70 % par l'ADEME.

- **Les atténuations de produits - chapitre 014- : 1 200 €.** Ce poste concerne les restitutions prévisionnelles de trop versé au titre du versement transport (VT).

- **Les autres charges de gestion courante - chapitre 65- : 4 454 139 €**

Ces dépenses se composent :

- Du forfait de charges versé à l'exploitant (Kéolis) dans le cadre de la concession de service public pour 3 900 000 €.
 - De la convention passée avec la Région Nouvelle Aquitaine pour le transport des élèves pour 425 339 € ;
 - De la participation versée à la ville de Saintes pour la mise en accessibilité des arrêts de bus pour 50 000 € ;
 - D'une enveloppe de 30 000 € pour le versement de fonds de concours aux communes. Ces aides viendront en co-financement pour des travaux d'aménagements de voies cyclables ainsi que des actions de sensibilisation aux mobilités alternatives à l'utilisation de la voiture ;
 - De l'adhésion au syndicat mixte intermodal de la région Nouvelle Aquitaine pour 20 000 € ;
 - De subventions aux associations et aux particuliers pour 25 000 €, dont 20 000 € pour l'achat de vélos à assistance électrique,
 - De la convention de transport scolaire avec la commune de Pessines pour 3 800 €.
- **Les intérêts d'emprunt - chapitre 66- : 3 335 € ;**
 - **Les dotations aux amortissements - chapitre 042- : 414 626 €.**

2. Les recettes comprennent :

- **Les produits des services - chapitre 70- : 592 580 €**, qui correspondent au reversement, par le concessionnaire (Kéolis), des recettes des usagers ;
 - **Le versement transport (VT) - chapitre 73- : 2 186 944 € ;**
 - **Les dotations et participations - chapitre 74- : 1 648 646 €** correspondent aux transferts financiers 2008 et 2017 versés par la région Nouvelle Aquitaine (1 611 646 €), la compensation tarifaire versée par le CCAS de la ville de Saintes en lien avec les titres Pass'Buss (25 000 €), la subvention de l'ADEME de 12 000 € en co-financement du poste de « chargé de mission mobilité » ;
 - **Les autres produits de gestion courante - chapitre 75 : 10 000 €**. Ces recettes correspondent aux loyers versés par le concessionnaire pour la boutique « Buss » ;
 - **L'amortissement de subventions - chapitre 042 : 18 703 €.**
- **Pour équilibrer la section d'exploitation, une subvention est versée par le budget principal pour un montant de 800 000 €.**

SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à 936 054 €.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	88 000,00	0,00	43 000,00	43 000,00	43 000,00
21	Immobilisations corporelles	823 100,00	0,00	772 500,00	772 500,00	772 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	911 100,00	0,00	815 500,00	815 500,00	815 500,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	98 580,00	0,00	91 851,00	91 851,00	91 851,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	10 000,00		10 000,00	10 000,00	10 000,00
	Total des dépenses financières	108 580,00	0,00	101 851,00	101 851,00	101 851,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	1 019 680,00	0,00	917 351,00	917 351,00	917 351,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	13 495,00		18 703,00	18 703,00	18 703,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	13 495,00		18 703,00	18 703,00	18 703,00
	TOTAL	1 033 175,00	0,00	936 054,00	936 054,00	936 054,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	936 054,00
---	-------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	42 033,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	567 886,00	0,00	521 428,00	521 428,00	521 428,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	609 919,00	0,00	521 428,00	521 428,00	521 428,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	609 919,00	0,00	521 428,00	521 428,00	521 428,00
021	Virement de la section d'exploitation (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	423 256,00		414 626,00	414 626,00	414 626,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	423 256,00		414 626,00	414 626,00	414 626,00
	TOTAL	1 033 175,00	0,00	936 054,00	936 054,00	936 054,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	936 054,00
---	-------------------

1. Les dépenses comprennent essentiellement :

Les dépenses d'équipement d'un montant de 815 500 €, dont :

- 702 000 € pour l'achat de bus ;
- 38 000 € pour les études liées à l'appel à projet vélo (études de jalonnement, de maîtrise d'œuvre de points noirs, de faisabilité d'intermodalité et de stationnements cyclables, la cartographie dynamique des pistes cyclables et itinéraires cyclables) ;
- **Le remboursement du capital de la dette pour un montant de 69 368 € (chapitre 16), auquel s'ajoute le remboursement de l'avance faite par le budget principal pour 22 483 €.**

- *Les dépenses imprévues- chapitre 020- : 10 000 €.*
- *L'amortissement de subventions - chapitre 040- pour 18 703 €.*

2. Les recettes comprennent :

Les amortissements des biens acquis antérieurement pour 414 626 € (chapitre 040).

➤ *Un emprunt prévisionnel de 521 428 € équilibre la section d'investissement.*

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'adopter le budget primitif 2021 du Budget Annexe « Transports et Mobilités » par chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou « par opération » pour la section d'investissement.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- *57 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)*
- *0 Ne prend pas part au vote*

2021-34. Budget primitif 2021 - Budget Annexe « Hôtel d'entreprises »

Monsieur le Président indique qu'il s'agit d'un petit budget, avec 79 031 euros de fonctionnement, correspondant aux charges à caractère général, une réserve, des dépenses imprévues ainsi qu'un amortissement important.

Les recettes sont essentiellement composées des loyers des entreprises et d'un amortissement de subventions.

En ce qui concerne l'investissement, le montant est de 43 253 euros, avec un amortissement de subventions, des travaux ainsi qu'une avance du budget principal. Les recettes sont essentiellement composées des amortissements.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2021-15 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} mars 2021 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2021 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 19 mars 2021,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Hôtel d'Entreprises » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 1^{er} mars 2021 et les derniers ajustements budgétaires,

BUDGET HOTEL D'ENTREPRISES

➤ *La section de fonctionnement s'équilibre à 79 031 €.*

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	18 250,00	0,00	32 750,00	32 750,00	32 750,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		18 250,00	0,00	32 750,00	32 750,00	32 750,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	10 078,00	0,00	628,00	628,00	628,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	1 300,00		2 400,00	2 400,00	2 400,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		29 628,00	0,00	35 778,00	35 778,00	35 778,00
023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (5)	43 253,00		43 253,00	43 253,00	43 253,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		43 253,00		43 253,00	43 253,00	43 253,00
TOTAL		72 881,00	0,00	79 031,00	79 031,00	79 031,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	79 031,00
--	------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	66 150,00	0,00	66 300,00	66 300,00	66 300,00
Total des recettes de gestion courante		66 150,00	0,00	66 300,00	66 300,00	66 300,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		66 150,00	0,00	66 300,00	66 300,00	66 300,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (5)	12 731,00		12 731,00	12 731,00	12 731,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		12 731,00		12 731,00	12 731,00	12 731,00
TOTAL		72 881,00	0,00	79 031,00	79 031,00	79 031,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	79 031,00
--	------------------

Les dépenses de fonctionnement comprennent principalement :

- Les dépenses courantes relatives au fonctionnement du bâtiment (l'entretien et la réparation, les fluides, l'assurance, la maintenance et la taxe foncière) pour 32 750 € (chapitre 011) ;
- La dotation aux amortissements pour 43 253 € (chapitre 042) ;

Ces dépenses sont financées grâce aux recettes suivantes :

- 66 300 € provenant des loyers versés par les entreprises occupantes ;
 - 12 731 € relatifs à l'amortissement de subventions (opération d'ordre entre sections).
- La section d'investissement s'équilibre à 43 253 €.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	45 000,00	0,00	9 522,00	9 522,00	9 522,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	45 000,00	0,00	9 522,00	9 522,00	9 522,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	21 000,00	0,00	21 000,00	21 000,00	21 000,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	21 000,00	0,00	21 000,00	21 000,00	21 000,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	66 000,00	0,00	30 522,00	30 522,00	30 522,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	12 731,00		12 731,00	12 731,00	12 731,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	12 731,00		12 731,00	12 731,00	12 731,00
	TOTAL	78 731,00	0,00	43 253,00	43 253,00	43 253,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	43 253,00
--	-----------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	35 478,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	35 478,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent* invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	35 478,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la sect* de fonctionnement (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	43 253,00		43 253,00	43 253,00	43 253,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	43 253,00		43 253,00	43 253,00	43 253,00

Les dépenses d'investissement comprennent :

- L'amortissement de subventions pour 12 731 € (chapitre 040) ;
- Le remboursement de l'avance de trésorerie au budget principal pour 21 000 € (chapitre 16) ;
- Des réserves pour 9 522 € (chapitre 21).

Les recettes sont constituées des dotations aux amortissements pour 43 253 € (chapitre 040).

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'adopter le budget primitif 2021 du Budget Annexe « Hôtel d'Entreprises » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-35. Budget primitif 2021 - Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique »

Monsieur Frédéric ROUAN précise que la section de fonctionnement s'équilibre à 4 591 993 euros. Les dépenses sont liées aux acquisitions foncières, à l'aménagement de terrains ainsi qu'à des travaux divers, notamment le giratoire Nord de la zone. Les recettes comprennent les ventes de terrains, correspondant aux projets des entreprises au stade du permis de construire. *(Monsieur ROUAN est brièvement déconnecté de la réunion).*

Monsieur le Président ajoute que la section d'investissement s'équilibre à 2,8 millions d'euros, avec l'actualisation des stocks de terrains et un emprunt prévisionnel.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir s'il existe des mesures particulières concernant la protection du sol, et notamment la limitation de la perméabilisation du sol. Les terrains agricoles transformés en zones d'activités vont aboutir à des imperméabilisations de sols. Le projet de Leroy Merlin ne répondait pas au cahier des charges sur ce point, et elle demande si des informations supplémentaires sont disponibles par rapport aux entreprises qui vont s'installer, et aux contraintes qui leur seront imposées afin que le sol ne soit pas imperméable à 100%.

Monsieur le Président indique qu'il existe un cahier des charges assez strict, qui essaie de limiter au maximum l'artificialisation des sols. La ZAC est plutôt écologique par rapport à ce qui est pratiqué ailleurs, des arbres ont été plantés et l'enjeu environnemental est assez conséquent sur cette zone. Toutefois, il est nécessaire de créer de l'emploi, et donc de disposer de foncier et de terrains pour attirer les entreprises. L'Agglomération a fait l'acquisition de terrains agricoles afin de permettre aux agriculteurs de conserver suffisamment de terres pour continuer à cultiver et ne pas perdre le fruit de leur travail. Des terres agricoles de très bonne qualité sont acquises par l'intermédiaire de la SAFER, et sont redonnées aux agriculteurs en fonction des choix effectués pour développer les zones d'activités. Ces zones ne sont pas développées n'importe où, et il n'est pas question d'implanter de grandes zones de type Amazon. Le souhait est de créer une dynamique de PME, facteurs d'emplois et qui rempliront les écoles et apporteront une richesse sur le territoire.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER demande si, suite au refus de l'implantation de Leroy Merlin, une nouvelle demande modifiée était en cours ou si une autre grande enseigne de ce type était recherchée pour la zone. Il souhaite ensuite savoir si le secteur dispose d'un lieu propice à l'aménagement du photovoltaïque afin d'équiper la zone en électricité. Enfin, il se souvient qu'en 2018, la CDA de Saintes avait acheté une propriété sur la commune d'Écurat, avec des terres agricoles destinées à compenser les éventuelles pertes de surfaces agricoles.

Monsieur Frédéric ROUAN explique qu'il n'est pas difficile de trouver des entreprises qui souhaitent venir sur le territoire. Si ce projet n'est pas réalisé, il sera toujours possible de diviser le grand terrain pour accueillir d'autres entreprises. Il n'est pas prévu de photovoltaïque au sol dans la zone. En revanche, cela est tout à fait envisageable sur les bâtiments. Il existe un projet d'implantation d'arbres sur la zone, en collaboration avec les chefs d'entreprises. Concernant la compensation foncière, un travail est effectivement mené sur la stratégie foncière. Ce terrain acquis par la CDA fait partie d'une base de foncier qui pourrait éventuellement permettre de compenser les agriculteurs.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER précise que ce terrain, limitrophe à la commune d'Écurat, est en fait situé sur celle de Saint Georges des Côteaux. Il souhaite savoir ce qui est prévu concernant la bâtisse présente sur la propriété.

Monsieur Frédéric ROUAN répond qu'elle ne fait pas l'objet de projets précis pour le moment.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n° 2021-15 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} mars 2021 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2021 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 19 mars 2021,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « ZAC Centre Atlantique » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 1^{er} mars 2021 et les derniers ajustements budgétaires,

BUDGET ZAC CENTRE ATLANTIQUE

➤ La section de fonctionnement s'équilibre à 4 591 993 €.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	859 500,00	0,00	2 808 200,00	2 808 200,00	2 808 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		859 500,00	0,00	2 808 200,00	2 808 200,00	2 808 200,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		859 500,00	0,00	2 808 200,00	2 808 200,00	2 808 200,00
023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (5)	2 400 000,00		1 783 793,00	1 783 793,00	1 783 793,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		2 400 000,00		1 783 793,00	1 783 793,00	1 783 793,00
TOTAL		3 259 500,00	0,00	4 591 993,00	4 591 993,00	4 591 993,00
						+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)						0,00
						=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES						4 591 993,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT						
Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	2 400 000,00	0,00	1 783 793,00	1 783 793,00	1 783 793,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		2 400 000,00	0,00	1 783 793,00	1 783 793,00	1 783 793,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		2 400 000,00	0,00	1 783 793,00	1 783 793,00	1 783 793,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (5)	859 500,00		2 808 200,00	2 808 200,00	2 808 200,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		859 500,00		2 808 200,00	2 808 200,00	2 808 200,00
TOTAL		3 259 500,00	0,00	4 591 993,00	4 591 993,00	4 591 993,00
						+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)						0,00
						=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES						4 591 993,00

Les dépenses comprennent :

- 1 511 000 € pour l'acquisition de terrains ;
- 751 200 € pour l'aménagement des terrains ;
- 546 000 € pour les travaux du giratoire Nord ;

- 1 783 793 € correspondant aux flux d'actualisation du stock de terrains aménagés suite aux ventes estimées.

Les recettes comprennent :

- 1 783 793 € pour les ventes de terrains ;
- 2 808 200 € correspondant à la valorisation du stock de terrains aménagés.

➤ La section d'investissement s'équilibre à 2 808 200 €.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des op. pour compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	859 500,00		2 808 200,00	2 808 200,00	2 808 200,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	859 500,00		2 808 200,00	2 808 200,00	2 808 200,00
	TOTAL	859 500,00	0,00	2 808 200,00	2 808 200,00	2 808 200,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 808 200,00
--	--------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	4 424 694,37	0,00	1 024 407,00	1 024 407,00	1 024 407,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	4 424 694,37	0,00	1 024 407,00	1 024 407,00	1 024 407,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent* Invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des op. pour le compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	4 424 694,37	0,00	1 024 407,00	1 024 407,00	1 024 407,00
021	Virement de la sect* de fonctionnement (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	2 400 000,00		1 783 793,00	1 783 793,00	1 783 793,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	2 400 000,00		1 783 793,00	1 783 793,00	1 783 793,00
	TOTAL	6 824 694,37	0,00	2 808 200,00	2 808 200,00	2 808 200,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 808 200,00
--	--------------

Les dépenses comprennent :

- *La valorisation du stock de terrains aménagés pour 2 808 200 €.*

Les recettes comprennent :

- *Les flux d'actualisation du stock de terrains aménagés suite aux ventes pour 1 783 793 € ;*
- *L'emprunt prévisionnel pour 1 024 407 €.*

Il est proposé au conseil communautaire :

- *D'adopter le budget primitif 2021 du Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- *55 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)*
- *0 Ne prend pas part au vote*

2021-36. Budget primitif 2021 - Budget Annexe « ZA Les Charriers Sud »

Monsieur Frédéric ROUAN indique que la section de fonctionnement s'équilibre à 298 862 euros. Les dépenses comprennent l'acquisition foncière, les études d'aménagement de la ZAC, ainsi que les dépenses annexes. Une recette issue de la section d'investissement vient équilibrer la section de fonctionnement et permet de valoriser le stock de terrains en cours d'aménagement. Les dépenses d'investissement sont financées par un emprunt prévisionnel de 298 862 euros.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2021-15 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} mars 2021 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2021 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 19 mars 2021,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du Budget Annexe « ZA Les Charriers Sud » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 1^{er} mars 2021 et les derniers ajustements budgétaires,

BUDGET ZA LES CHARRIERS SUD

- *La section de fonctionnement s'équilibre à 298 862 €.*

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	78 994,00	0,00	298 862,00	298 862,00	298 862,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		78 994,00	0,00	298 862,00	298 862,00	298 862,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		78 994,00	0,00	298 862,00	298 862,00	298 862,00
023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		0,00		0,00	0,00	0,00
TOTAL		78 994,00	0,00	298 862,00	298 862,00	298 862,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	298 862,00
--	-------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (5)	78 994,00		298 862,00	298 862,00	298 862,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		78 994,00		298 862,00	298 862,00	298 862,00
TOTAL		78 994,00	0,00	298 862,00	298 862,00	298 862,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	298 862,00
--	-------------------

Les dépenses comprennent :

- L'acquisition de terrains ;
- Les études d'aménagement de la ZAC ;
- Les dépenses annexes (annonces légales, communication).

Une recette d'ordre, en direction de la section d'investissement, vient équilibrer la section de fonctionnement et permet ainsi de valoriser le stock de terrains en cours d'aménagement.

➤ La section d'investissement s'équilibre à 298 862 €.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	78 994,00		298 862,00	298 862,00	298 862,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	78 994,00		298 862,00	298 862,00	298 862,00
	TOTAL	78 994,00	0,00	298 862,00	298 862,00	298 862,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

298 862,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	78 994,00	0,00	298 862,00	298 862,00	298 862,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	78 994,00	0,00	298 862,00	298 862,00	298 862,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent* invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour le compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	78 994,00	0,00	298 862,00	298 862,00	298 862,00
021	Virement de la sect* de fonctionnement (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	0,00		0,00	0,00	0,00
	TOTAL	78 994,00	0,00	298 862,00	298 862,00	298 862,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)

0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

298 862,00

Comme indiqué ci-dessus, la section de fonctionnement est équilibrée via une opération d'ordre en direction de la section d'investissement. Ces dépenses d'investissement sont financées par un emprunt prévisionnel de 298 862 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'adopter le budget primitif 2021 du Budget Annexe « ZA Les Charriers Sud » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- *57 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)*
- *0 Ne prend pas part au vote*

2021-37. Budget primitif 2021 - Budget Annexe « ZA La Sauzaie »

Monsieur le Président remercie également Monsieur Frédéric ROUAN pour son implication dans la préparation de ces budgets, qui constituent un axe fort du développement de l'Agglomération.

Monsieur Frédéric ROUAN indique qu'en ce qui concerne la ZAC La Sauzaie, la section de fonctionnement s'équilibre à 437 466 euros. Les dépenses comprennent essentiellement l'acquisition de terrains, les études pour l'aménagement de la zone, des travaux, ainsi que les frais de communication. Les recettes comprennent la vente de terrains.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER souhaite savoir s'il existe beaucoup d'acquéreurs potentiels sur cette zone, et quelles surfaces demeurent.

Monsieur Frédéric ROUAN répond qu'il reste 5 278 mètres carrés. La zone est quasiment pleine.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2021-15 du Conseil Communautaire en date du 1^{er} mars 2021 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2021 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 19 mars 2021,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du Budget Annexe « ZA La Sauzaie » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 1^{er} mars 2021 et les derniers ajustements budgétaires.

BUDGET ZA LA SAUZAIE

➤ ***La section de fonctionnement s'équilibre à 437 466,42 €.***

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	573 750,00	0,00	232 686,42	232 686,42	232 686,42
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		573 750,00	0,00	232 686,42	232 686,42	232 686,42
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		573 750,00	0,00	232 686,42	232 686,42	232 686,42
023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (5)	0,00		204 780,00	204 780,00	204 780,00
043	Opérat* ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		0,00		204 780,00	204 780,00	204 780,00
TOTAL		573 750,00	0,00	437 466,42	437 466,42	437 466,42

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	437 466,42
--	-------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	204 780,00	204 780,00	204 780,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		0,00	0,00	204 780,00	204 780,00	204 780,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	121 315,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		121 315,00	0,00	204 780,00	204 780,00	204 780,00
042	Opérat* ordre transfert entre sections (5)	452 435,00		232 686,42	232 686,42	232 686,42
043	Opérat* ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		452 435,00		232 686,42	232 686,42	232 686,42
TOTAL		573 750,00	0,00	437 466,42	437 466,42	437 466,42

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	437 466,42
--	-------------------

Les dépenses comprennent essentiellement :

- L'acquisition de plusieurs parcelles nécessaire au projet de la zone
- Les études pour l'aménagement de la zone
- Des travaux
- Les frais de commercialisation / communication
- La sortie de l'inventaire de terrains vendus pour 204 780 €.

Les recettes comprennent :

- La vente de terrains pour 204 780 € ;
- Une recette d'ordre, en direction de la section d'investissement, pour équilibrer la section de fonctionnement permet ainsi de valoriser le stock de terrains en cours d'aménagement pour 232 686,42 €.

➤ La section d'investissement s'équilibre à 232 686,42 €.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des op. pour compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	452 435,00		232 686,42	232 686,42	232 686,42
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	452 435,00		232 686,42	232 686,42	232 686,42
	TOTAL	452 435,00	0,00	232 686,42	232 686,42	232 686,42

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	232 686,42
---	-------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	452 435,00	0,00	27 906,42	27 906,42	27 906,42
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	452 435,00	0,00	27 906,42	27 906,42	27 906,42
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent* invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat* (BA,règle) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat* et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des op. pour le compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	452 435,00	0,00	27 906,42	27 906,42	27 906,42
021	Virement de la sect* de fonctionnement (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
040	Opérat* ordre transfert entre sections (4)	0,00		204 780,00	204 780,00	204 780,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	0,00		204 780,00	204 780,00	204 780,00
	TOTAL	452 435,00	0,00	232 686,42	232 686,42	232 686,42

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	232 686,42
---	-------------------

Les dépenses comprennent :

- La valorisation du stock de terrains aménagés pour 232 686,42 €.

Les recettes comprennent :

- Les flux d'actualisation du stock de terrains aménagés suite aux ventes pour 204 780 € ;

- L'emprunt prévisionnel pour 27 906,42 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'adopter le budget primitif 2021 du Budget Annexe « ZA La Sauzaie » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-38. Taux de fiscalité directe locale et produit de la taxe GEMAPI pour 2021

Monsieur Philippe CALLAUD précise que les taux sont les mêmes qu'auparavant, comme indiqué dans la délibération. Il soumet à l'approbation du Conseil ces montants fixés sans augmentation.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir ce que signifie le produit d'imposition de la taxe GEMAPI.

Monsieur Philippe CALLAUD explique qu'il s'agit de la taxe perçue sur le pluvial et le milieu aquatique.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande si cette taxe est forfaitaire.

Monsieur le Président répond par la négative, il s'agit du besoin estimé. Lorsqu'une taxe est demandée à l'État, il convient de préciser l'attendu de recettes, puis l'État calcule le pourcentage nécessaire pour parvenir à ce montant.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts et notamment les articles 1639 A et 1530 bis,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération n°2018-196 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2018 portant instauration de la Taxe GEMAPI,

Considérant les ressources nécessaires pour assurer l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant les recettes fiscales de la Communauté d'Agglomération de Saintes qui sont assises à la fois sur la fiscalité ménages et sur la fiscalité économique,

Considérant le souhait de maintenir au niveau de 2020 les taux de fiscalité et le produit d'imposition de la taxe GEMAPI,

Considérant que cette délibération intervient avant la réception de l'état 1259 relatif à la notification des taux,

Considérant l'avis favorable de la commission finances du 19 mars 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

1. de fixer le taux applicable à la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) à 25,38 %;
2. de fixer le taux applicable à la taxe d'habitation pour les résidences secondaires à 7,85 % ;
3. de fixer le taux applicable à la part de taxe foncière sur les propriétés non bâties à 2,33 % ;
4. de fixer le taux applicable à la part de taxe foncière sur les propriétés bâties à 0,00% ;
5. de fixer le produit d'imposition de la taxe GEMAPI à 275 000 € ;
6. d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge des Finances à signer tous les documents nécessaires et d'entreprendre toutes les démarches à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-39. Bilan annuel des autorisations de programme/crédits de paiement (AP/CP) et autorisation d'engagement/crédits de paiement (AE/CP) - Création d'autorisation de programme/crédits de paiement

Monsieur Philippe CALLAUD précise qu'il est nécessaire de dresser chaque année le bilan des AP/CP. Il s'agit d'effectuer un point, et de redéfinir les autorisations de programme dans leur montant et dans leur durée. Tout d'abord, l'autorisation de programme pour la LGV est clôturée, elle s'est terminée en 2018. Il en va de même pour le Programme Local de l'Habitat (PLH 2011-2016).

En ce qui concerne les réserves foncières, l'autorisation de programme s'élevait à 1 798 190 euros. Elle devait se terminer en 2021, elle est légèrement décalée jusqu'en 2022.

La requalification des zones d'activités économiques était établie pour 989 882 euros. Elle se termine en 2022, pour des montants qui ont glissé sur 2020, 2021 et 2022. La ligne du haut indique ce qui était prévu initialement, tandis que la ligne du bas présente ce qui est proposé.

Pour ce qui est de la ligne ferroviaire La Rochelle-Saintes, elle devait se terminer en 2021 pour un montant de 645 755 euros. Elle est décalée sur 2022, pour le même montant.

Pour ce qui est des véhicules, l'autorisation de programme de 218 000 euros devait se terminer en 2020 pour 72 934 euros. Le solde de 69 582 euros glisse sur 2022.

La Flow vélo était prévue pour un montant de 6 172 973 euros. Elle se termine bien en 2022, mais les montants sont décalés.

En ce qui concerne le Programme Local de l'Habitat (2017-2022), les montants sont modifiés sur les années 2020 à 2025.

L'autorisation de programme de l'Aqueduc devait se terminer en 2021. Elle se terminera finalement en 2022, pour 61 464 euros.

L'autorisation de programme de 830 000 euros pour le matériel informatique du nouveau siège devait se terminer en 2021. Elle est décalée en 2022.

En ce qui concerne le soutien à l'équilibre des opérations de logement social, l'autorisation de programme devait se terminer en 2023. Elle est décalée sur 2024, avec un dernier montant prévu de 35 000 euros.

Les subventions d'équipement aux communes pour les bâtiments scolaires se terminent bien en 2022, mais pour des montants modifiés en 2020, 2021 et 2022.

Pour ce qui est de la géothermie, l'autorisation de programme initialement prévue est clôturée.

L'autorisation de programme relative au développement des énergies renouvelables est d'un million. Il s'agit d'une création à travers des crédits de paiement de 200 000 euros sur les années 2021 à 2025.

En ce qui concerne la subvention à l'Office de Tourisme, l'autorisation d'engagement s'élève à 1 455 000 euros. Les crédits de paiement s'évaluent de 2020 à 2022.

Concernant le PLUI, il s'agit d'une création à 990 000 euros, qui s'échelonnent de 2021 à 2025.

L'autorisation de programme du parc des véhicules du Budget Annexe transports urbains et mobilité est clôturée. Elle était initialement de 1 231 000 euros, et est payée en totalité en 2020.

Les ZAC, qui ont été évoquées dans le cadre des budgets annexes, représentent une autorisation de programme importante de 12 646 292 euros. Les crédits de paiement étaient échelonnés entre 2018 et 2023. Cela reste le cas, mais pour des montants diminués sur les années futures.

Pour ce qui est des Charriers, il s'agissait également d'une autorisation de programme importante de 15 millions, qui était prévue de 2018 à 2024. Elle glisse légèrement sur l'année 2025. Pour La Sauzaie, l'autorisation est décalée sur 2021, pour un montant identique.

Concernant les colonnes d'apport volontaire, l'autorisation de programme est de 544 646 euros, et devait initialement se terminer en 2021. Elle glisse sur 2022.

Monsieur le Président indique que des corrections ont été effectuées concernant l'AP/CP réserves foncières. Cela fait apparaître la différence entre les budgets primitifs et l'exécuté.

Madame Éliane TRAIN revient sur le décalage entre ce qui avait été prévu et ce qui est effectué. Le constat est que les AP/CP sont le reflet de ce décalage. Cela n'est pas forcément dû à un mauvais calibrage au départ, mais essentiellement au développement des investissements dans le courant des diverses années. Il ne s'agit pas d'une mauvaise gestion, mais d'un décalage dû à la progression des travaux. En ce qui concerne le programme de l'habitat par exemple, les dossiers ne sont pas forcément conclus la première année, plusieurs années sont nécessaires pour cela. L'enveloppe est prévue au départ, mais pas obligatoirement réalisée dans l'année prévue.

Monsieur le Président ajoute que la Covid a également eu un impact.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE note que de nombreux programmes ont été déplacés de 2021 à 2022. Elle demande comment cela sera financé, ou bien si ces programmes seront déplacés sur les années suivantes.

Monsieur Philippe CALLAUD explique que chaque année, toutes les collectivités ou leurs établissements ont l'obligation de remettre la série des autorisations de programme et crédits de paiement. Elles sont toutes confrontées au même problème, des autorisations sont clôturées et d'autres sont décalées. Cela ne signifie pas que les travaux ne seront pas effectués, ni que les travaux sont stoppés. Il s'agit de programmes pluriannuels.

Monsieur Raymond MOHSEN demande quels chiffres sont les bons concernant les réserves foncières.

Monsieur le Président explique que les chiffres corrigés sont ceux de la délibération. Ceux qui avaient été vus en commission n'étaient pas les bons.

Monsieur Raymond MOHSEN craint que cela ne soit pas le cas.

Monsieur le Président indique qu'une vérification sera effectuée.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1612-1, L. 2311-3 et R. 2311-9,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°), d) « Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 19 mars 2021,

Considérant que, chaque année, obligation est faite de réaliser un bilan des autorisations de programme et d'engagement et de crédits de paiement en cours et d'effectuer, éventuellement, les modifications qui s'imposent du fait des adaptations apportées ou subies par les différents programmes.

Considérant qu'il est proposé de constater la réalisation 2020 et d'apporter les modifications qui s'imposent, soit au niveau de l'échelonnement des crédits de paiement, soit au niveau de l'autorisation de programme et des crédits de paiement, s'il y a lieu.

Budget Principal

❖ AP/CP Ligne à Grande Vitesse (LGV) Tours-Bordeaux :

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a augmenté la durée de cette autorisation de programme et modifié la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés				CP prévisionnels
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2016	2017	2018	2019	2020
2 158 000 €	2 001 024,25 €	85 116,54 €	17 577,12 €	0 €	54 282,09 €

➤ *Il convient de clore cette autorisation de programme et de diminuer son montant global de la façon suivante :*

	CP réalisés		
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2018	2019	2020
2 103 717,91 €	2 103 717,91 €	0 €	0 €

❖ **AP/CP pour le Programme Local de l'Habitat (PLH 2011-2016) :**

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés			CP prévisionnels
	Antérieur à 2018	2018	2019	2020
2 257 829,40 €	2 148 446,40 €	69 000 €	23 883 €	16 500 €

- Au vu de la fin de ce programme et des crédits réalisés en 2020, il convient de clore cette autorisation de programme et de diminuer son montant global de la façon suivante :

Autorisation de programme	CP réalisés			
	Antérieur à 2018	2018	2019	2020
2 242 829,40 €	2 148 446,40 €	69 000 €	23 883 €	1 500 €

❖ **AP/CP Réserve foncière :**

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés			CP prévisionnels	
	antérieures (2014)	2018	2019	2020	2021
1 798 190 €	1 466,80 €	570 278,09 €	159 401,97 €	266 095 €	800 948,14€

- Au vu des crédits réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour les années 2021 et 2022, il convient de prolonger cette autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	CP réalisés				CP prévisionnels	
	antérieures (2014)	2018	2019	2020	2021	2022
1 798 190 €	1 466,80 €	570 278,09 €	159 401,97 €	2 158,39 €	407 659 €	657 225,75 €

❖ **AP/CP Requalification des ZAE :**

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés		CP prévisionnels		
	2018	2019	2020	2021	2022
989 882 €	25 178,81 €	26 355,58 €	521 500 €	282 118,61 €	134 729 €

- Au vu des crédits réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour les années 2021 et 2022, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés			CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2018	2019	2020	2021	2022
989 882 €	25 178,81 €	26 355,58 €	315 279,04 €	495 000 €	128 068,67 €

❖ AP/CP Modernisation signalisation : ligne ferroviaire La Rochelle-Saintes :

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a maintenu la répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme comme suit :

	CP réalisés			CP prévisionnels		
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2016	2017	2018	2019	2020	2021
645 755 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	645 755 €

- Au vu des crédits non réalisés et des prévisions de réalisation pour les années 2021 et 2022, il convient de prolonger cette autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés					CP prévisionnels	
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
645 755 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	645 755 €

❖ AP/CP Véhicules :

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés			CP prévisionnels
Autorisation de programme	2017	2018	2019	2020
218 000 €	0 €	36 499,71 €	108 565,48 €	72 934,81 €

- Au vu des crédits réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour 2021 et 2022, il convient de prolonger cette autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés				CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2017	2018	2019	2020	2021	2022
218 000 €	0 €	36 499,71 €	108 565,48 €	3 082,12 €	0 €	69 852,69 €

❖ AP/CP Flow vélo :

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés			CP prévisionnels		
Autorisation de programme	antérieurs (2016-2017)	2018	2019	2020	2021	2022
6 172 973 €	290 545,41 €	232 607,55 €	271 483,86 €	390 000, 00 €	1 400 000 €	3 588 336,18 €

- Au vu des crédits réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour les années 2021 et 2022, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés				CP prévisionnels	
Autorisation de programme	antérieurs (2016-2017)	2018	2019	2020	2021	2022
6 172 973 €	290 545,41 €	232 607,55 €	271 483,86 €	8 040, 00 €	350 000 €	5 020 296,18 €

❖ AP/CP Programme Local de l'Habitat 2017-2022 :

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés		CP prévisionnels					
Autorisation de programme	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
3 372 032 €	18 000 €	199 324,18 €	550 000 €	650 000 €	680 000 €	600 000 €	412 000 €	262 707,82 €

- Au vu des crédits réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour les années 2021 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés			CP prévisionnels				
Autorisation de programme	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
3 372 032 €	18 000 €	199 324,18 €	258 840,19 €	511 500 €	730 000 €	675 000 €	553 000 €	426 367,63 €

❖ AP/CP Aqueduc :

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a augmenté le montant global de l'autorisation de programme et modifié la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2019	2020	2021
2 818 104,46 €	5 576,63 €	1 655 059 €	1 157 468,83 €

- Au vu des crédits réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour les années 2021 et 2022, il convient de prolonger la durée de l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés		CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022

2 818 104,46 €	5 576,63 €	239 743,28 €	2 511 320 €	61 464,55 €
----------------	------------	--------------	-------------	-------------

❖ **AP/CP Informatique : nouveau siège :**

Par délibération n°2019-221 du 19 décembre 2019, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a créé une autorisation de programme et a ventilé la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2020	2021
830 000 €	650 000 €	180 000 €

- Au vu des crédits réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour les années 2021 et 2022, il convient de prolonger l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés	CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2020	2021	2022
830 000 €	54 056,42 €	574 000 €	201 943,58 €

❖ **AP/CP Soutien à l'équilibre des opérations de logement social :**

Par délibération n°2019-03 du 31 janvier 2019, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a créé une autorisation de programme et a ventilé la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels			
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022	2023
140 000 €	0 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €

- Au vu des crédits non réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour les années 2021 et suivantes, il convient de prolonger l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés		CP prévisionnels			
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022	2023	2024
140 000 €	0 €	0 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €

❖ **AP/CP Subventions d'équipement aux communes : bâtiments scolaires :**

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels		
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022
4 000 000 €	0 €	100 000 €	1 300 000 €	2 600 000 €

- Au vu des crédits non réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour les années 2021 et 2022, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés		CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022
4 000 000 €	0 €	0 €	8 195 €	3 991 805 €

❖ AP/CP Géothermie :

Par délibération n°2020-181 du 22 septembre 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a créé une autorisation de programme et a ventilé la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP prévisionnels		
Autorisation de programme	2020	2021	2022
329 413 €	112 206 €	193 088 €	24 119 €

- Au vu des crédits non réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour les années 2021 et suivantes, il convient de clore cette autorisation de programme.

❖ AP/CP Développement des énergies renouvelables :

Par délibération n°2020-240 du 15 décembre 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a créé une autorisation de programme et a ventilé la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP prévisionnels				
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025
1 000 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €

- Cette autorisation de programme ne fait pas l'objet de modifications.

❖ AE/CP Subvention EPIC Office de Tourisme de Saintes :

Par délibération n°2020-114 du 25 juin 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels	
Autorisation d'engagement	2020	2021	2022
1 455 000 €	490 000 €	475 000 €	490 000 €

- Cette autorisation d'engagement ne fait pas l'objet de modifications.

❖ Création de l'AP/CP « PLUi » :

Il est proposé de créer sur le Budget Principal l'AP/CP « PLUi » selon l'échéancier suivant :

	CP prévisionnels				
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025
990 000 €	82 500 €	226 875 €	226 875 €	226 875 €	226 875 €

Budget Annexe Transports urbains

❖ AP/CP Parc de véhicules :

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels			
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022	2023
1 231 750 €	0 €	800 100 €	235 000 €	131 100 €	65 550 €

➤ Il convient de clore cette autorisation de programme et de diminuer son montant global de la façon suivante :

	CP réalisés	
Autorisation de programme	2019	2020
331 871,70 €	0 €	331 871,70 €

Budget Annexe ZAC Centre Atlantique

❖ AP/CP « ZAC Centre Atlantique » :

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a augmenté la durée de cette autorisation de programme et a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés		CP prévisionnels			
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2018	2019	2020	2021	2022	2023
12 646 292,40 €	6 687 132,95 €	700 392,22 €	859 500 €	1 466 422,41 €	1 466 422,41 €	1 466 422,41 €

Au vu des crédits réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour les années 2021 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés			CP prévisionnels		
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2018	2019	2020	2021	2022	2023
12 646 292,40 €	6 687 132,95 €	700 392,22 €	582 062,93 €	2 808 200 €	1 000 000 €	868 504,30 €

Budget Annexe ZAC des Charriers Sud

❖ AP/CP « ZAC des Charriers Sud » :

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a augmenté la durée de cette autorisation de programme et a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés			CP prévisionnels			
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
15 993 749,84 €	120 294 ,55 €	68 179 €	78 994 €	31 604,50 €	3 526 600,10 €	5 294 510,82 €	6 873 566,87 €

Au vu des crédits réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour les années 2021 et suivantes, il convient d'augmenter la durée de cette autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	CP réalisés		CP prévisionnels				
	Réalisations cumulées au 31/12/2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
15 993 749,84 €	188 473 ,55 €	22 209 €	298 862 €	2 173 310,10 €	1 487 469,86 €	9 372 443,45 €	2 450 981,88 €

Budget Annexe ZA La Sauzaie

❖ AP/CP « ZA La Sauzaie » :

Par délibération n°2020-27 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés				CP prévisionnels
	Réalisations cumulées au 31/12/2016	2017	2018	2019	2020
791 887,91 €	0 €	0 €	35 591,93 €	182 545,98 €	573 750 €

Au vu des crédits réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour l'année 2021, il convient d'augmenter la durée de cette autorisation de programme et d'ajuster les crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	CP réalisés				CP prévisionnels
	Réalisations cumulées au 31/12/2017	2018	2019	2020	2021
791 887,91 €	0 €	35 591,93 €	182 545,98 €	341 063,58 €	232 686,42 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'approuver l'ensemble des modifications d'autorisations de programme et des crédits de paiement telles que décrites ci-dessus.
- D'approuver la création de l'autorisation de Programme / Crédits de paiement « PLUi » et le calendrier des crédits de paiement synthétisé dans le tableau ci-dessus.
- De prévoir l'inscription aux budgets primitifs 2021 des crédits de paiements correspondants, tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessus.
- D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant délégué aux Finances à liquider et mandater les dépenses à hauteur des crédits de paiement 2021 approuvés dans les autorisations de programme et d'engagement et crédits de paiement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-40. Bilan annuel des autorisations de programme/crédits de paiement Budget annexe Régie des déchets

Monsieur le Président souligne que cette délibération a déjà été présentée au cours de la précédente présentation de la délibération, et la soumet au vote.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1612-1 et R. 2311-9,

Considérant l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets du 15 mars 2021,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 19 mars 2021,

Considérant que, chaque année, obligation est faite de réaliser un bilan des autorisations de programme et de crédits de paiement (AP/CP) en cours et d'effectuer, éventuellement, les modifications qui s'imposent du fait des adaptations apportées ou subies par les différents programmes.

Considérant qu'il est proposé de constater la réalisation 2020 et d'apporter les modifications qui s'imposent, soit au niveau de l'échelonnement des crédits de paiement, soit au niveau de l'autorisation de programme et des crédits de paiement, s'il y a lieu.

AP/CP Colonnes d'apport volontaire

Par délibération n°2020-28 du 13 février 2020, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement comme suit :

			CP prévisionnels	
Autorisation de programme	Réalisé 2018	Réalisé 2019	2020	2021
544 646,93 €	431 435,49 €	13 211,44 €	25 000,00 €	75 000,00€

- *Au vu des crédits réalisés en 2020 et des prévisions de réalisation pour les années 2021 et 2022, il convient de prolonger la durée de l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :*

				CP prévisionnels	
Autorisation de programme	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	2021	2022
544 646,93 €	431 435,49 €	13 211,44 €	19 155,44 €	25 000,00€	55 844,56 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'approuver la prolongation de l'autorisation de programme «Colonnes d'apport volontaire ».*
- *D'approuver la répartition des crédits de paiement pour les années 2021 et 2022.*
- *D'approuver l'inscription des crédits de paiement au budget primitif 2021 du Budget Annexe Régie des déchets tels qu'ils figurent dans le tableau ci-dessus.*
- *D'autoriser Monsieur le Président ou son représentant, délégué aux Finances, à liquider et mandater les dépenses à hauteur des crédits de paiement 2021.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- *57 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *0 Abstention*
- *0 Ne prend pas part au vote*

DROITS DES SOLS

2021-41. Approbation de la modification simplifiée n° 2 du PLU de Saintes

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS rappelle que l'objet de la procédure consistait à transformer une zone auparavant destinée au commercial et aux activités économiques en zone UY, afin de limiter la commercialité sur cette zone. La concertation a eu lieu du 1^{er} février au 3 mars 2021. Des registres ont été ouverts à l'Hôtel de ville de Saintes, au siège de l'Agglomération et sur le site internet de la CDA pendant un mois. Aucune remarque n'a été enregistrée durant la période. Le projet de modification a été envoyé aux personnes publiques associées. Deux avis favorables ont été émis, l'un par la gare SNCF et l'autre par la Chambre d'Agriculture.

Il s'agit d'approuver la modification simplifiée du PLU de Saintes sur ce zonage, qui correspond à l'espace entourant Saintronic.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande en quoi consiste exactement la transformation en zonage UY. Ce point n'était pas clair dans la pièce jointe envoyée.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique que le zonage UY ne permet pas les activités commerciales. Les sols sont exclusivement destinés à des activités de production.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande si les entreprises commerciales déjà présentes sur cette zone vont être déplacées.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise que les entreprises déjà en place le resteront. En revanche, les nouvelles installations ne permettront pas aux entreprises de disposer d'un volet commercial.

Monsieur le Président ajoute que certaines entreprises déjà existantes sur la zone pourront encore s'agrandir. Cependant, il ne sera pas possible d'en construire d'autres. L'objet principal était d'éviter de transformer un site qui peut générer de l'emploi productif en zone de restaurants et de supermarchés.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 à L.153-40, L.153-45 à L.153-48, R.153-20 et R.153-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saintes approuvé par délibération du conseil municipal en date du 20/12/2013, modifié en date du 19/06/2015, 15/11/2017 et 10/04/2019, révisé en date du 12/04/2017 et 06/02/2019,

Vu l'arrêté n°20-1162 du Président de la CDA de Saintes en date du 21 août 2020, transmis au contrôle de légalité le 21 août 2020, portant modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Saintes,

Vu la délibération n°2020-230 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2020 définissant les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°2 du PLU de Saintes,

Considérant la décision, après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'Urbanisme, de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Nouvelle Aquitaine en date du 11 janvier 2021 concluant que la modification simplifiée n°2 du PLU de Saintes n'est pas soumise à évaluation environnementale,

Considérant que la procédure de modification simplifiée a pour objet la création d'une zone UY remplaçant la zone UX sur l'emprise de la zone d'activités économique de l'Ormeau de Pied afin d'interdire de nouvelles implantations commerciales ainsi que le changement de destination des bâtiments existants vers du commerce dans le but de préserver la vocation industrielle et artisanale de la zone,

Considérant la publicité faite dans le journal Sud-Ouest en date du 22 janvier 2021,

Considérant la mise à disposition du dossier au public au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes, à l'hôtel de ville de Saintes et sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Saintes du 1er février 2021 au 3 mars 2021 inclus,

Considérant l'affichage au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes, à l'hôtel de ville de Saintes, sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Saintes et sur la commune de Saintes de l'avis de mise à disposition au public à compter du 22 janvier 2021 et pendant toute la durée de la mise à disposition du dossier,

Considérant que deux avis favorables ont été émis par les Personnes Publiques Associées (Chambre d'agriculture et SNCF),

Considérant qu'aucune observation n'a été émise sur le projet de modification simplifiée dans les registres mis à disposition du public au siège de la CDA et à l'hôtel de ville de Saintes ou transmise par mail,

Considérant que le projet de modification simplifiée n°2 du PLU de Saintes tel qu'il est présenté au Conseil Communautaire est prêt à être approuvé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de tirer le bilan de la concertation.*
- d'approuver la modification simplifiée n°2 du PLU de Saintes telle qu'elle est jointe à la présente délibération,*
- que conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes et à l'hôtel de ville de Saintes et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.*
- que conformément à l'article L.153-48 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération deviendra exécutoire à compter de sa publication telle qu'indiquée ci-avant et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. La délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération de Saintes.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

TRAVAUX ET BÂTIMENTS

2021-42. Futur siège de la CDA de Saintes : avenant n°2 au marché de travaux du lot 4

Monsieur Francis GRELLIER précise que le lot 4 porte sur la démolition et le gros-œuvre. L'objet de cet avenant concerne la maçonnerie pour l'intégration du coffret EDF entre l'extérieur et l'entrée dans le bâtiment, ainsi que pour du rebouchage et de la création d'ouvertures. Le marché initial de ce lot était de 785 010 euros HT. Un précédent avenant était passé lors du Conseil Communautaire du 26 janvier pour 36 388,64 euros. Cet avenant n°2 porte sur 4 735,22 euros, ce qui amène le nouveau montant du marché à 826 134,46 euros. L'avenant est soumis à délibération dans la mesure où l'addition des deux premiers avenants dépasse les 5% du montant du marché initial. En effet, la délégation accordée au Président en juillet 2020 l'était dans cette limite.

Les sept avenants suivants sont des avenants n°1 aux différents lots auxquels ils se rapportent. Ils entrent tous dans le cadre de la délégation confiée au Président. Certains lots connaissent des modifications en moins-values, et d'autres en plus-values. Le total représente une plus-value de 49 015,19 euros HT. L'ensemble des avenants n'impacteront pas le montant prévisionnel global de l'opération, le financement sera affecté à la ligne PLU au niveau des aléas.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération n°2017-125 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2017, transmise en Sous-Préfecture le 17 juillet 2017, émettant un avis favorable sur le projet de transfert du siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes dans le bâtiment J de l'ancien siège de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente Maritime au 12 boulevard Guillet Maillet à Saintes,

Vu la délibération n°2018-98 du Conseil Communautaire en date du 24 mai 2018, transmise en Sous-préfecture le 25 mai 2018, portant sur le lancement de consultations des marchés de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage déléguée dans le cadre du transfert des services administratifs de la Communauté d'Agglomération de Saintes au 12 Boulevard Guillet Maillet à Saintes,

Vu la délibération n°2018-220 du Conseil Communautaire en date du 8 novembre 2018, transmise en Sous-Préfecture le 15 novembre 2018, autorisant la signature du marché de maîtrise d'œuvre pour le transfert du siège administratif de la Communauté d'Agglomération de Saintes au 12 boulevard Guillet Maillet à Saintes (17100),

Vu la délibération n°2019-112 du Conseil Communautaire en date du 27 juin 2019, transmise en Sous-Préfecture le 1^{er} juillet 2019, validant l'Avant-Projet Sommaire (APS) du futur siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes, autorisant l'équipe de maîtrise d'œuvre à poursuivre les études pour permettre le dépôt du permis de construire, et arrêtant l'enveloppe prévisionnelle des travaux à 4.684.200 € H.T. (valeur APS),

Vu la délibération n°2019-146 du Conseil Communautaire en date du 26 septembre 2019, transmise en Sous-Préfecture le 8 octobre 2019, approuvant l'Avant-Projet Définitif (APD) du futur siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes, autorisant l'équipe de maîtrise d'œuvre à poursuivre les études pour permettre la remise du projet (PRO) en octobre 2019 et le lancement de la consultation des entreprises, autorisant la SEMDAS à piloter les différentes missions à venir de l'équipe de maîtrise d'œuvre, portant l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de transfert du siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes au 12 boulevard Guillet Maillet à Saintes à 5.860.000 € H.T. et arrêtant le coût prévisionnel des travaux au stade APD au montant de 4.684.000 € H.T. auquel s'ajoute l'option (PSE - Prestation Supplémentaire Eventuelle) de l'aménagement de placards à 131.200 € H.T.,

Vu la délibération n°2020-76 du Conseil Communautaire en date du 5 mars 2020, transmise en Sous-préfecture le 12 mars 2020, attribuant les marchés de travaux aux entreprises et autorisant la SEMDAS à procéder à leur signature au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2020-121 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, transmise en Sous-préfecture le 6 août 2020 portant délégation du Conseil au Président et notamment le point 4 : « prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget ; »

Vu la délibération n°2021-05 du Conseil Communautaire en date 26 janvier 2021, transmise en Sous-préfecture le 4 février 2021, autorisant la signature des avenants 1 des marchés de travaux des lots 1, 4 et 17,

Considérant la confirmation donnée de la part du concessionnaire ENEDIS sur l'emplacement du nouveau coffret de branchement électrique,

Considérant les demandes formulées par la Communauté d'agglomération pour adapter les aménagements intérieurs et ainsi :

- Assurer une nouvelle distribution de bureaux,
- Transformer un local archives en salle de réunion,
- Reconfigurer la grande salle,
- Ajouter des attentes électriques et informatiques à l'accueil,
- Créer un espace détente et un bureau supplémentaire,
- Supprimer des douches pour agrandir la salle de réunion attenante au R+1,
- Agrandir l'espace de restauration,

Des devis ont été établis pour :

- La réalisation du coffret électrique extérieur : pour le marché de travaux du lot 4 - Démolitions, gros œuvre n°2020/077 conclu avec l'entreprise ALM ALLAIN : devis d'un montant en plus-value de 2 614,70 € HT,
- Pour répondre aux demandes formulées par la Communauté d'Agglomération pour adapter les aménagements intérieurs :
 - o Pour le marché de travaux du lot 4 - Démolitions, gros œuvre n°2020/077 conclu avec l'entreprise ALM ALLAIN : un devis d'un montant en plus-value de 2 120,52 € HT,
 - o Pour le marché de travaux du lot 10 - Menuiseries aluminium n°2020/083 conclu avec l'entreprise BIRON : devis d'un montant en moins-value de 667,00 € HT,
 - o Pour le marché de travaux du lot 11 - Menuiseries bois n°2020/084 conclu avec l'entreprise FGV : devis d'un montant en moins-value de 508,95 € HT,
 - o Pour le marché de travaux du lot 12 - Doublages, cloisons, plafonds n°2020/085 conclu avec l'entreprise GAULT : devis d'un montant de 5 885,65 € HT,
 - o Pour le marché de travaux du lot 14 - Carrelage, revêtements de sols souples n°2020/087 conclu avec l'entreprise RENOU-GUIMARD : devis d'un montant en moins-value de 3 188,73 € HT,
 - o Pour le marché de travaux du lot 15 - Peinture n°2020/088 conclu avec l'entreprise JOULIN : devis d'un montant de 1 778,95 € HT,
 - o Pour le marché de travaux du lot 18 - Electricité courants forts et faibles n°2020/091 conclu avec l'entreprise CEME : devis d'un montant de 6 303,02 € HT,
 - o Pour le marché de travaux du lot 19 - Plomberie n°2020/092 conclu avec l'entreprise AXIMA CONCEPT : devis d'un montant de 39 412,25 € HT.

Compte tenu des délégations attribuées au Président par délibération du Conseil Communautaire n°2020-121 du 30 juillet 2020 susvisée, seul l'approbation de l'avenant n°2 au marché de travaux du lot 4 - Démolitions, gros œuvre n°2020/077 conclu avec l'entreprise ALM ALLAIN relève de la compétence du conseil communautaire, les avenants n°1 à intervenir aux marchés de travaux des lots 10, 11, 12, 14, 15, 18, 19 pour les montants indiqués ci-dessus seront autorisés par décision du Président,

Au vu des éléments qui précèdent, il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'approuver l'avenant n°2 au marché de travaux du lot 4 - Démolitions, gros œuvre n°2020-077 avec l'entreprise ALM ALLAIN d'un montant en plus-value de 4.735,22 € HT et portant le montant du marché à 826.134,46 € HT (+5,24 % par rapport au montant du marché initial).
- D'autoriser la Présidente Directrice Générale de la Société d'Économie Mixte pour le Développement de l'Aunis et de la Saintonge, mandataire, à signer ledit avenant ainsi que toutes pièces s'y rapportant.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-43. Transfert du siège administratif de la CDA de Saintes au 12 Boulevard Guillet Maillet à Saintes
- Compte-rendu annuel du maître d'ouvrage délégué au 31/12/2020

Monsieur Francis GRELLIER précise qu'il s'agit d'une obligation dans le cadre de la convention avec le maître d'ouvrage délégué. Il est prévu qu'il effectue un compte-rendu annuel de la situation. En 2018, la CDA avait confié à la SEMDAS la mission de maîtrise d'ouvrage déléguée. L'année 2019 avait permis de voir aboutir la

conception du projet. En septembre 2019, le Conseil Communautaire a validé l'avant-projet définitif et entériné une enveloppe prévisionnelle globale d'opération de 7 032 000 euros TTC, dont un montant de marché de travaux estimé à 5 620 800 euros. La procédure de consultation des entreprises a été lancée fin décembre 2019. En 2020, lors de sa réunion du 5 mars, le Conseil Communautaire a validé l'attribution du marché des travaux pour un montant global de 5 571 683 euros TTC hors options, et de 5 763 276 euros TTC options comprises. Les options concernent essentiellement les placards dans les bureaux. Le chantier a débuté en juin 2020. Au 31 décembre 2020, les dépenses engagées correspondent à 1 338 322 euros, soit 19% du montant global de l'opération. Il est prévu de réceptionner le chantier en décembre 2021. Actuellement, rien ne laisse à penser que cela ne sera possible, même si des aléas de chantier et des problèmes d'approvisionnement sont réels chez de nombreuses entreprises.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération n°2017-125 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2017, transmise en Sous-Préfecture le 17 juillet 2017, émettant un avis favorable sur le projet de transfert du siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes dans le bâtiment J de l'ancien siège de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente Maritime au 12 boulevard Guillet Maillet à Saintes,

Vu la délibération n°2018-98 du Conseil Communautaire en date du 24 mai 2018, transmise en Sous-préfecture le 25 mai 2018, portant le lancement de consultations des marchés de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage déléguée dans le cadre du transfert des services administratifs de la Communauté d'Agglomération de Saintes au 12 Boulevard Guillet Maillet à Saintes,

Vu la décision n° 18-195 en date du 20 juillet 2018, transmise en Sous-Préfecture le 23 juillet 2018, décidant de signer le marché de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du transfert du siège administratif de la CDA de Saintes au 12 Boulevard Guillet Maillet à Saintes avec la SEMDAS,

Considérant que la SEMDAS est titulaire du marché « mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation du transfert du siège administratif de la CDA au 12 Boulevard Guillet Maillet »,

Considérant que conformément à l'article 18 du contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage, la SEMDAS doit transmettre chaque année à la CDA de Saintes, le compte rendu d'activité de l'opération de transfert du siège de la CDA de Saintes, en vue de son approbation,

Considérant la réception de ce rapport annuel,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le compte-rendu 2020 annexé à la présente délibération, transmis par la SEMDAS, mandataire du maître d'ouvrage, dans le cadre du transfert du siège administratif de la CDA de Saintes au 12 Boulevard Guillet Maillet à Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2021-44. Marché subséquent - Accord-cadre relatif à l'achat de prestation d'insertion et de qualification pour les publics résidant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi pour l'entretien des espaces verts sur les parcs Les Coteaux et Centre Atlantique à Saintes et Saint Georges des Coteaux

Monsieur Francis GRELLIER rappelle que le 15 décembre 2020, le Conseil a approuvé cet accord-cadre, passé avec un groupement du SAS, de l'ADEF, d'EREQUA'SOL et de SAINT-FIACRE. Il est nécessaire de conclure un marché subséquent, qui porte sur l'entretien des espaces verts des parcs Les Coteaux et de Centre Atlantique, pour un montant total de 107 247,04 euros. Ce marché subséquent pourra être renouvelé trois fois, pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31/12/2024.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE se réjouit de cette délibération, ainsi que des suivantes.

Monsieur le Président souligne que ces actions sont possibles grâce aux budgets votés.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 1111-1, L. 2125-1, R. 2162-7,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération n°2020-121 du conseil Communautaire du 30 juillet 2020 portant délégation du Conseil Communautaire au Président, et notamment le point n°4 relatif à la passation des marchés et de leurs avenants,

Vu la délibération n°2020-257 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2020, transmise au contrôle de légalité le 22 décembre 2020, portant signature de l'accord-cadre relatif à l'achat de prestation d'insertion et de qualification pour les publics résidant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes et rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi avec le groupement composé de l'association le SAS, 21 rue de l'abattoir 17100 SAINTES, mandataire du groupement et l'ADEF, EREQUA'SOL et SAINT FIACRE sans montant minimum et maximum sur la durée du marché,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que des marchés subséquents doivent être conclus en fonction des besoins de la Communauté d'Agglomération de Saintes via des supports techniques à la démarche d'insertion tels que précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières de l'accord-cadre, et que ces derniers sont des marchés de prestations de services conclus à prix unitaires,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure un marché subséquent portant sur l'entretien des espaces verts des Parcs Les Coteaux et Centre Atlantique, avec les associations EREQUA'SOL, sise 13 rue des Rabannières à SAINTES (17100) et SAINT FIACRE, 1 rue des Fougères à SAINTES (17100) membres du groupement,

Considérant que le montant prévisionnel du marché subséquent issu du Détail Quantitatif Estimatif, à compter de la date de notification du marché jusqu'au 31 décembre 2021, s'élève à 105 247,04 € net de taxe réparti de la manière suivante :

- 41 719,35 € pour l'entretien du Parc Les Coteaux,
- 63 527,69 € pour l'entretien du Parc Centre Atlantique,

Considérant que le marché subséquent pourra être renouvelé 3 fois pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment des marchés publics, à signer le marché subséquent et toutes les pièces liées à la procédure avec EREQUA'SOL et SAINT FIACRE.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 Ne prend pas part au vote (Mme Véronique ABELIN-DRAPRON)

TOURISME

2021-45. Aqueducs - Accord transactionnel avec l'équipe de maîtrise d'oeuvre

Monsieur Francis GRELLIER précise que la situation trouvée par l'équipe lors de la prise de fonctions comprenait de nombreux avenants signés par la maîtrise d'œuvre, lesquels ont posé questions. Les Aqueducs comportent deux marchés, un marché dit de base qui concerne le moulin et son extension, ainsi qu'un marché négocié qui concerne la Maison de l'Ogre Rouge, ce bâtiment étant destiné à devenir la billetterie. Le montant initial du marché de base était de 218 090 euros HT pour la maîtrise d'œuvre, et de 70 975 HT euros pour le marché négocié. La maîtrise d'œuvre a présenté un certain nombre de réclamations pour des prestations supplémentaires ou imprévues. Le fait d'accepter ces avenants supplémentaires, même s'ils étaient liés à des causes imprévues comme par exemple les inondations de 2019 ou la découverte d'un puits antique en cours de chantier, aurait amené à franchir le seuil permis par la loi concernant les marchés publics. Lorsqu'elle a été questionnée, la Préfecture a rappelé la loi et a incité à la respecter. Un avocat a ensuite été consulté, et une solution a été proposée. L'article 2044 du Code civil permet, lorsqu'il s'agit d'un objet licite, de passer par un protocole d'accord transactionnel. Ce protocole exige des concessions de la part des deux parties. Un protocole d'accord a été trouvé avec les avocats de ces deux parties. Cela était nécessaire dans l'intérêt du chantier, qui est un très beau projet. La CDA accepte de prendre en charge les montants réclamés, et en contrepartie la maîtrise d'œuvre effectue une remise sur l'une des prestations, et accepte de ne plus présenter d'autres factures de prestations supplémentaires sans devis préalable accepté de la part de la CDA. Ces marchés sont déjà expirés, il était prévu de les pousser jusqu'au mois de novembre 2021. La CDA a exigé qu'ils soient repoussés jusqu'en mars 2022 afin de laisser le temps de terminer ce chantier.

Il est soumis au Conseil Communautaire le principe d'accepter ce protocole d'accord transactionnel, et d'autoriser le Président à le signer, de même que les documents s'y rapportant.

Monsieur le Président souhaite ajouter que le chantier a bien failli s'arrêter. Il s'agit d'un chantier important pour le territoire, tant du point de vue du tourisme que de l'Histoire. Il était hors de question de ne pas respecter le cadre de la loi, toutefois la situation était celle d'une impasse. Il était pourtant inimaginable d'arrêter le chantier. La solution trouvée est une bonne solution, qui permet de ne pas perdre de temps, de continuer sur ce projet et de pouvoir le livrer aux habitants. Les craintes ont été très fortes, et Monsieur le Président remercie Francis GRELLIER et Colette MOINET pour leur implication.

Madame Françoise LIBOUREL remercie également toutes les personnes qui ont participé à ce dossier. Elle a fortement craint que le projet ne puisse pas se faire. Il s'agira d'un formidable écrin.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER souhaite connaître l'origine des difficultés rencontrées. Cela signifie a priori que les conseillers communautaires précédents ne disposaient pas de l'ensemble des éléments. Il aimerait bien comprendre la problématique.

Monsieur Francis GRELLIER explique que lors de l'arrivée de l'équipe aux affaires, celle-ci a trouvé les avenants présentés par la maîtrise d'œuvre. Il ne connaît pas les détails de la situation. Les avenants portaient sur des prestations supplémentaires, ou des circonstances imprévues comme les inondations. Une étude supplémentaire sur le plan géotechnique a été nécessaire afin de s'assurer que la passerelle qui va permettre de joindre la Maison de l'Ogre Rouge et le moulin sera suffisamment ancrée pour supporter les visiteurs. Il était difficile de trouver un terrain d'entente avec la maîtrise d'œuvre, chacun demeurait sur ses positions. La solution trouvée est bénéfique pour tous.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER précise que la délibération du jour ne pose pas de problème, cela était plutôt le cas de l'ancien mode de fonctionnement sans devis. Il est important d'être vigilant en ce qui concerne les avenants.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code civil et notamment l'article 2044 relatif à la transaction et définissant cette dernière comme un « contrat par lequel les parties, par des concessions réciproques, terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître. Ce contrat doit être rédigé par écrit »,

Vu le Code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 423-1 qui autorise : « Ainsi que le prévoit l'article 2044 du code civil et sous réserve qu'elle porte sur un objet licite et contienne des concessions réciproques et équilibrées, il peut être recouru à une transaction pour terminer une contestation née ou prévenir une contestation à naître avec l'administration. La transaction est formalisée par un contrat écrit »,

Vu la Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 09 janvier 2020,

Considérant que selon un marché notifié le 19 janvier 2017, la Communauté d'Agglomération de Saintes a confié à l'équipe de maîtrise d'œuvre constituée du groupement ARCHESITES/E3F/GULIVER/Laurent TAILLANDIER SARL, dont le mandataire est l'agence ARC & SITES une mission de maîtrise d'œuvre portant sur la préservation et la valorisation des aqueducs gallo-romains pour une durée de trois ans prolongée par un avenant n° 1 portant la durée du marché à trois ans et trois mois, et dont le montant du marché s'établit, après la conclusion de l'avenant n° 1, à la somme de 218.090,44 € HT.

Considérant que selon un marché notifié le 27 juillet 2018, la Communauté d'Agglomération de Saintes a également confié à cette même équipe de maîtrise d'œuvre dont le mandataire est l'agence ARC & SITES un marché relatif à l'aménagement de la grange « Maison de l'Ogre Rouge » pour un montant de 70.975 € HT.

Considérant que l'équipe de maîtrise d'œuvre estime avoir subi, depuis la notification de ces deux marchés, des circonstances imprévues, des modifications de programme et des travaux supplémentaires l'ayant conduite à supporter des surcoûts.

Considérant que l'équipe de maîtrise d'œuvre a saisi, via son conseil, la Communauté d'Agglomération de Saintes d'une demande indemnitaire en date du 12 novembre 2020 pour un montant de 39.275 € HT.

Considérant que pour ne pas retarder plus avant les travaux concernés portant sur des études supplémentaires et imprévues suite aux inondations, un avenant n° 1 au marché d'aménagement de la grange « Maison de l'Ogre Rouge » a été conclu le 11 mars 2021 pour un montant de 12.950 € HT conformément à une décision n° 20-243 du 15 juillet 2020 du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Considérant, par ailleurs, qu'il résulte des articles 2044 du code civil et L 423-1 du code des relations entre le public et l'administration que sous réserve qu'elle porte sur un objet licite et contienne des concessions réciproques et équilibrées, il peut être recouru à une transaction pour terminer une contestation née ou prévenir une contestation à naître, par la voie d'un contrat écrit.

Considérant que les parties se sont rapprochées pour mettre un terme à l'ensemble de leurs différends et se sont mises d'accord sur un projet de protocole transactionnel afin d'éviter le risque juridique inhérent aux contestations de l'équipe de maîtrise d'œuvre et afin de permettre de sécuriser l'exécution des marchés de maîtrise d'œuvre sans risquer de nouveaux retards ou contestations financières.

Considérant que par le projet de protocole d'accord transactionnel, l'équipe de maîtrise d'œuvre a consenti à minorer le montant de ses demandes que la Communauté d'Agglomération de Saintes entend indemniser par le versement d'une somme globale de 25 525 € HT.

Considérant qu'en contrepartie du versement par la Communauté d'Agglomération de Saintes de la somme globale, forfaitaire et transactionnelle de 25 525 € HT, l'équipe de maître d'œuvre accepte :

- sous les réserves jurisprudentielles régissant la rémunération forfaitaire du maître d'œuvre, en particulier en cas de sujétions imprévues, de conditionner toute rémunération supplémentaire liée à une modification de prestations ou de programme décidée par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la validation préalable d'un devis.*
- de régulariser via un avenant à conclure une prolongation de la durée des deux marchés de maîtrise d'œuvre concernés par le présent protocole jusqu'au 1^{er} mars 2022.*

Considérant que les concessions réciproques et les engagements respectifs des parties sont plus amplement relatés dans le protocole d'accord transactionnel joint à la présente délibération.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver les termes du protocole d'accord transactionnel annexé à la présente délibération.*
- d'autoriser le président à signer ce document et tous documents nécessaires à l'application de la présente décision.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-46. Aide à l'auberge de jeunesse de Saintes pour la réalisation de travaux de modernisation pour la qualification des équipements d'accueil

Monsieur Alexandre GRENOT s'associe aux remerciements concernant l'excellent travail de négociation mené avec les architectes afin de se sortir de cette situation difficile. La mise en tourisme va être exceptionnelle, il s'agira d'un très beau projet d'attractivité touristique pour l'ensemble de la Saintonge. Il est persuadé que les touristes de l'Europe entière vont venir dans le secteur du fait de la présence des Aqueducs.

En ce qui concerne la délibération, les subventions octroyées au titre des aides économiques à la filière touristique s'inscrivent dans le cadre du Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation, formalisées par une convention entre le Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine et la CDA de Saintes signée le 6 juillet 2018. Ce rappel montre la transparence concernant les dossiers de demande de subventions. Le projet porté par l'auberge de jeunesse est éligible. L'auberge de jeunesse est une structure d'accueil du tourisme social qui favorise la mixité, l'autonomie, la mobilité et la rencontre internationale des jeunes, avec des publics à budget modeste. Le projet est une réflexion sur la modernisation et la requalification de la structure afin d'améliorer l'accueil et le confort, en particulier au niveau des sanitaires. Le projet représente 21 805 euros. L'aide sollicitée s'élève à 4 798,12 euros. Une visite a eu lieu au sein de l'auberge de jeunesse la semaine précédente, et les travaux ont été constatés. Une présentation a été effectuée dernièrement auprès de la commission de tourisme, et l'accueil de cette dernière a été très favorable. Le responsable de l'auberge de jeunesse était venu exposer ce dossier. Il est proposé de voter pour cette délibération afin d'aider l'auberge de jeunesse.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1 à L. 1511-2 et L. 4251-17,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement économique »,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Économiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,

Considérant l'activité de l'auberge de jeunesse 17 spécialisée dans le tourisme social : hébergement et restauration favorisant la mixité, l'autonomie, la mobilité et la rencontre internationale des jeunes et de publics à budget modeste,

Considérant la volonté de l'association de réaliser sur l'antenne de Saintes - sise 2 Place Geoffroy Martel à Saintes (17100) - des travaux de modernisation et de qualification des équipements sanitaires,

Considérant que l'effort d'investissement de l'association participe à la qualification de l'offre d'hébergement sur le territoire,

Considérant que ces investissements incluent des dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'Agglomération à hauteur 21 805,10 € H.T.,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention de 4 798,12 € à l'association Auberge de Jeunesse 17, pour financer la réalisation des travaux indiqués ci-avant.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Tourisme, à signer la convention ci jointe et tous documents relatifs à la mise en œuvre et au suivi de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-47. Aide à la fédération départementale de pêche pour la création de deux parcours de pêche labellisés « Parcours Famille » sur les communes de Saintes et de Chaniers

Monsieur Alexandre GRENOT indique que l'activité de la fédération départementale de pêche vise à développer durablement la pêche amateur et la mise en œuvre d'accès de promotion de loisirs et de tourisme pêche. Elle souhaite créer deux parcours de pêche touristique labellisés « Famille ». Le premier est situé sur la zone de loisirs de Chaniers, avec un ponton collectif en libre accès et adapté aux personnes à mobilité réduite. Le second est situé sur le canal de la Prairie à Saintes, avec trois zones de pêche. Le projet représente 14 968 euros sur Chaniers, et une aide de 1 496 euros est sollicitée. Sur le site de Saintes, le projet s'élève à 18 596 euros HT, pour une aide sollicitée de 1 859,60 euros. Des projets comme ceux-ci ont déjà été aménagés en 2019, et fonctionnent très bien. Ils permettent d'accueillir des touristes amateurs de pêche.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1511-1 à L.1511-2 et L.4251-17,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement économique »,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention pour le SRDEII (Schéma de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine,

Considérant les objectifs de la Fédération de Charente-Maritime pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique concernant :

- Le développement durable de la pêche amateur,
- La mise en œuvre d'actions de promotion du loisir et du tourisme de pêche,
- La protection des milieux naturels aquatiques,
- La mise en valeur et surveillance du domaine piscicole départemental,

Considérant la volonté de la Fédération de Charente-Maritime pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique d'aménager, dans le cadre des Schémas Départemental et National de Développement du Loisir Pêche, deux parcours de pêche labellisés « Parcours Famille » sur l'agglomération de Saintes,

Considérant que ces deux parcours prévoient la construction de plateformes de pêche accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) respectivement sur les communes de Saintes et de Chaniers,

Considérant que ce projet participe à la structuration d'une offre de loisirs dans le secteur de la pêche sur le territoire,

Considérant l'effort d'investissement de la Fédération de Charente-Maritime pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique - sise 5 rue Chante Caille - ZI des CHARRIERS - BP 20214 Saintes Cedex, pour l'aménagement de deux plateformes de pêche accessibles aux PMR,

Considérant que ces investissements incluent des dépenses éligibles à l'aide de la Communauté d'Agglomération, à hauteur 33 564 € H.T.,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention de 3 356,40 € à la Fédération de Charente-Maritime pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique pour financer la réalisation des travaux indiqués ci-avant.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment du Tourisme, à signer la convention ci-jointe et tous documents relatifs à la mise en œuvre et au suivi de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

EAUX ET ESPACES NATURELS

2021-48. Convention de participation financière de l'agglomération de Saintes aux travaux de mise en séparatif du réseau d'assainissement de Saintes dans le cadre de l'aménagement du site de la COOP Atlantique

Monsieur Fabrice BARUSSEAU rappelle qu'Eau 17 a défini un programme d'investissements de 50 millions d'euros pour le réseau unitaire et la station d'épuration de Saintes. Il s'agit d'une opération d'opportunité, puisque la COOP Atlantique prévoit l'aménagement de deux bassins de rétention. L'idée est de profiter de ces travaux pour mettre en séparatif le réseau d'assainissement en tranchée commune avec le réseau d'eau potable dans ce secteur. Le plan de financement est basé sur les éléments prédéfinis et actés avec Eau 17, le montant total de l'opération est de 42 000 euros HT. La CDA en prend 35% à sa charge, ce qui représente 14 700 euros.

* * * * *

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 9°) relatif à la compétence « assainissement des eaux usées dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 », et l'article 6, I, 10°) relatif à la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L.2226-1 »

Vu la délibération n°2020-245 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2020 portant sur la détermination des Attributions de Compensations (AC) provisoires pour 2021 et prenant en compte les règles de financement du budget principal aux travaux d'assainissement d'Eau17 sur les infrastructures impactés par les réseaux unitaires,

Vu la délibération du bureau syndical d'Eau 17 en date du 27 janvier 2021 portant sur la convention de participation financière entre Eau 17 et la CDA de Saintes concernant l'opération de mise en séparatif d'un réseau d'assainissement dans le cadre de l'aménagement du site de la Coop Atlantique - Grandes Bauges sur la commune de Saintes,

Considérant que la compétence « eau potable et assainissement collectif public des eaux usées » est assurée, pour la commune de Saintes, par Eau 17 à compter du 1^{er} janvier 2020 en application de la délibération du comité syndical du 20 juin 2019, transmise en Préfecture le 03/07/2019 concernant l'adhésion de la Ville de Saintes pour les compétences eau potable et assainissement collectif,

Considérant que la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines publiques » est assurée, pour la commune de Saintes, par l'Agglomération de Saintes à compter du 1^{er} janvier 2020 en application de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019 susvisé,

Considérant que la COOP ATLANTIQUE prévoit l'aménagement de deux bassins de rétention sur son site, situé rue des Grandes Bauges à SAINTES qui nécessite le dévoiement du réseau d'eau potable,

Considérant que Eau 17 souhaite profiter de ces travaux pour mettre en séparatif le réseau d'assainissement en tranchée commune avec le réseau d'eau potable,

Considérant que le montant de l'opération est évalué à 42 000 € H.T.

Considérant que ces travaux de mise en séparatif relèvent à la fois de la compétence « Assainissement des Eaux Usées » et « Gestion des Eaux Pluviales Urbaines »,

Considérant les discussions engagées entre la ville de Saintes, la CDA de Saintes et Eau 17 sur la répartition des coûts entre la compétence « Assainissement des Eaux Usées » (Eau17) et la compétence « Gestion des Eaux pluviales Urbaines » (CDA de Saintes) qui ont abouti à la validation des taux en bureau communautaire d'Eau 17 et intégrés dans le calcul des attributions de compensation (AC) pour la CDA de Saintes.

Considérant que les modalités de financement convenues entre la CDA de Saintes et Eau 17 pour ce type travaux prévoient une participation de l'agglomération à hauteur de 35 % soit 14 700 €,

Considérant que cette participation financière nécessite la signature d'une convention entre Eau 17 et la CDA de Saintes.

Il est proposé au conseil communautaire :

- D'approuver le projet ci-joint de convention de participation financière entre Eau 17 et la CDA de Saintes relatif aux travaux de mise en séparatif du réseau d'assainissement de Saintes dans le cadre de l'aménagement du site de la COOP Atlantique.*
- D'autoriser le Président ou son représentant en charge notamment de l'Eau, de l'Assainissement et des Eaux pluviales urbaines , à signer la convention et tous les documents afférents à cette opération.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

POLITIQUE DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT

2021- 49. Attribution d'une subvention et autorisation de signer la convention de partenariat avec la SEMIS pour la production de 10 logements aidés sur la commune de Chaniers - avenue du 8 mai 1945

Madame Evelyne PARISI précise qu'il s'agit d'une convention de partenariat pour la production de 10 logements aidés sur la commune de Chaniers. La création porte sur sept logements sociaux et trois logements très sociaux, et comprend quatre logements T2 et six logements T3. Les loyers s'élèveront de 324 à 477 euros par mois. Le plan de financement est joint. Il est proposé au Conseil Communautaire d'attribuer une subvention de 96 000 euros à la SEMIS pour la production de ces logements.

Monsieur le Président indique que les membres qui sont également membres de la SEMIS ne prennent pas part au vote.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir si ce type de subvention de la part de la CDA pourrait être possible pour d'autres communes qui pourraient en avoir besoin pour mettre en place des logements sociaux.

Madame Evelyne PARISI le confirme. Une convention est signée entre la CDA et certaines communes, il est possible de fournir la liste de ces communes.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5 I 3°) qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre social de l'habitat dont le Programme Local de l'Habitat,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 3°), comprenant entre autres « le Programme Local de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH 2017-2022,

Vu la délibération n°2018-10 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 portant création de l'autorisation de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP) « Programme Local de l'Habitat 2017-2022 » (PLH), modifiée par la délibération n°2018-240 du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2018, puis par délibération n°2020-27 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020,

Vu la délibération n°2021-39 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021 relative au bilan annuel des autorisations de programme et autorisation d'engagement et crédits de paiement,

Considérant le projet d'opération de la SEMIS à Chaniers, avenue du 8 mai 1945, qui consiste en la construction de 10 logements locatifs sociaux sur un terrain acquis par l'Etablissement Public Foncier dans le cadre de la convention opérationnelle avec la commune, en face de l'école,

Considérant le coût de cette opération qui s'élève à 1 525 476 € TTC et son plan de financement :

Prêts locatifs sociaux Caisse des Dépôts	1 064 245 €	69.76%
Subvention Etat	24 900 €	1.63%
Subvention Conseil Départemental	56 000 €	3.67%
Subvention CDA	96 000 €	6.29 %
Fonds propres	284 331 €	18.64%

Considérant que cette construction neuve prévoit la production de 7 logements sociaux et 3 logements très sociaux, dont 4 sont des T2 et 6 des T3, et que les loyers s'échelonneront de 324,14 € à 477,47 €,

Considérant qu'en vertu du règlement d'attribution des subventions à la production de logement social, la subvention pouvant être accordée à cette opération s'élève à 96 000 €, soit une subvention moyenne de 9 600 € par logement,

Considérant qu'une fois les offres de prêt définitives émises par la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Saintes aura à se prononcer sur l'octroi d'une garantie d'emprunt,

Considérant qu'une convention de partenariat pour la réalisation de logements sociaux, fixant les conditions de versement de cette subvention, devra être signée avec la SEMIS dans le cadre de cette opération,

Au vu des éléments exposés, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention de 96 000 € à la SEMIS pour la production de 10 logements aidés dans la commune de Chaniers, avenue du 8 mai 1945,

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Habitat, à signer la convention ci-annexée avec la SEMIS.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 7 élus ne prennent pas part au vote (M. Bruno DRAPRON, M. Eric PANNAUD, M. Pierre TUAL, M. Thierry BARON, M. Philippe CALLAUD, Mme Evelyne PARISI, M. Joël TERRIEN)*

ÉDUCATION ENFANCE FAMILLE

2021-50. Rythmes scolaires sur 4 jours par semaine - renouvellement de la demande de dérogation

Monsieur Éric PANNAUD rappelle que le 14 décembre 2017, le Conseil Communautaire avait demandé un rythme dérogatoire en ce qui concerne la semaine scolaire. Cette situation dérogatoire n'était valable que pour trois ans, il est donc nécessaire de délibérer à nouveau sur cette situation pour redemander une

organisation dérogatoire sur quatre jours. Les conseils d'école n'ont pas encore tous eu lieu. Ceux qui ont délibéré ont validé à l'unanimité la conservation de l'organisation de quatre jours. Madame la directrice académique indiquait que sur 499 écoles en Charente-Maritime, 23 seulement ont conservé le système de 4,5 jours.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE constate qu'une grande majorité d'écoles ont adopté le système sur quatre jours. Elle demande quelle sera la position du Conseil Communautaire si certaines écoles demandent la possibilité de travailler sur 4,5 jours.

Monsieur Éric PANNAUD ne pense pas que cette situation puisse exister. Un tour des écoles a été effectué, les directeurs sont unanimes et souhaitent rester à quatre jours.

Monsieur le Président confirme que cette délibération va dans le sens de la volonté des directeurs et des enseignants.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education, et notamment l'article D. 521-12,

Vu le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,

Vu la délibération n°2017-231 du Conseil communautaire du 14 décembre 2017 autorisant le passage à la semaine scolaire de 4 jours à partir de septembre 2018 pour les écoles maternelles et élémentaires publiques du territoire de la CDA,

Considérant la nécessité de faire connaître au Ministère de l'Education Nationale la volonté de la CDA de Saintes de poursuivre l'organisation des rythmes scolaires sur 4 jours sur le territoire,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- *De décider de poursuivre l'organisation de la semaine scolaire sur 4 jours pour les écoles maternelles et élémentaires publiques du territoire de la CDA de Saintes.*
- *D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge entre autres de l'Education et de l'Enfance à signer tout document y afférent.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- *54 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *0 Abstention*
- *0 Ne prend pas part au vote*

2021-51. Association Les Frimousses - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2021

Monsieur Éric PANNAUD précise que l'association est basée à Corme-Royal. Celle-ci assure plusieurs missions, comme l'accueil périscolaire et un centre de loisirs les mercredis ainsi que durant les vacances. Il est proposé de conventionner avec cette association et de lui verser une subvention à hauteur de 165 000 euros.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par des personnes publiques,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,

Vu la demande de subvention formulée par l'association Les Frimousses pour l'année 2021,

Vu la délibération n°2021-31 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2021 et notamment l'annexe budgétaire portant attribution d'une subvention d'un montant de 165 000 € pour l'année 2021 à l'association Les Frimousses pour mener à bien les actions et projets de l'accueil de loisirs,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la CDA et l'association,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'approuver les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.*
- *D'autoriser le Président ou son représentant en charge de l'Education et de l'Enfance, à signer ladite convention et tous documents afférents.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- *54 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *0 Abstention*
- *0 Ne prend pas part au vote*

2021-52. Association Le Pidou - Attribution d'une subvention et autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2021

Monsieur Éric PANNAUD indique que l'association assure une mission de centre de loisirs les mercredis et lors des vacances. Le versement d'une subvention de 300 000 euros est proposé. Il s'agit du montant versé en 2020.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par des personnes publiques,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,

Vu la délibération n°2021-31 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2021,

Vu la demande de subvention formulée par l'association LE PIDOU pour l'année 2021,

Considérant que l'accueil de loisirs Le PIDOU situé 4 allée de la Guyarderie à Saintes accueille des enfants âgés de 3 à 17 ans sur le temps périéducatif et extrascolaire,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a la possibilité de soutenir sous forme de subvention la réalisation des actions de ladite association,

Considérant que les actions de l'association Le PIDOU s'inscrivent dans le Projet Educatif Global de Territoire,

Considérant que dans ce cadre, il est proposé de verser à l'association LE PIDOU une subvention pour l'année 2021 d'un montant de 300 000 €,

Considérant les crédits nécessaires prévus au budget principal 2021 de la Communauté d'Agglomération de Saintes, Chapitre 65, Article 6574,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la CDA de Saintes et l'Association LE PIDOU,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'attribuer une subvention d'un montant de 300 000 € pour l'année 2021 à l'association LE PIDOU,
- D'approuver les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe et d'autoriser le Président, ou son représentant en charge de l'Education et de l'Enfance, à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 51 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 3 élus ne prennent pas part au vote (M. Eric PANNAUD, M. Ammar BERDAL, Mme Véronique CAMBON)

2021-53. Association Les Aventuriers - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2021

Monsieur Éric PANNAUD précise que l'association assume un rôle périscolaire et de centre de loisirs. Il est proposé de lui verser une subvention de 154 000 euros.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par des personnes publiques,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,

Vu la demande de subvention formulée par l'association Les Aventuriers pour l'année 2021,

Vu la délibération n°2021-31 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2021 et notamment l'annexe budgétaire portant attribution d'une subvention d'un montant de 154.000 € pour l'année 2021 à l'association Les Aventuriers pour mener à bien les actions et projets de l'accueil de loisirs « Les Aventuriers »,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs et de financement entre la CDA de Saintes et l'association,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'approuver les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.
- D'autoriser le Président ou son représentant en charge de l'Education et de l'Enfance, à signer ladite convention et tous documents afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour

- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-54. Association Do l'enfant Dom - Autorisation de signer une convention d'objectifs et de financement pour l'année 2021

Madame Véronique CAMBON explique que l'association propose un service de garde d'enfants au domicile des parents travaillant en horaires décalés ou atypiques sur le territoire de l'agglomération de Saintes. Il est proposé de voter le versement d'une subvention de 24 000 euros pour l'année 2021, correspondant à 1 600 heures d'intervention.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par des personnes publiques,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, III), 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,

Vu la demande de subvention formulée par l'association Do l'enfant Dom pour l'année 2021,

Vu la délibération n°2021-31 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2021 et notamment l'annexe budgétaire portant attribution d'une subvention d'un montant de 24.000 € pour l'année 2021 à l'association Do l'enfant Dom pour mener à bien les actions et projets de l'association,

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention d'objectifs entre la CDA de Saintes et l'association,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'approuver les termes de la convention d'objectifs et de financement ci-jointe.*
- *D'autoriser le Président, ou son représentant en charge de la Petite Enfance, à signer ladite convention d'objectifs et de financement ainsi que tous documents afférents.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

RESSOURCES HUMAINES

2021-55. Comité des Œuvres Sociales (COS) - Autorisation de signer la convention pluriannuelle d'objectifs

Madame Marie-Line CHEMINADE précise que le COS est une association saintaise qui propose un éventail diversifié d'activités et de prestations culturelles, sociales, sportives et de loisirs, aux agents actifs de la collectivité ainsi qu'aux retraités. Elle effectue le lien avec le Comité National des Actions Sociales (CNAS). La convention précédente arrivait à échéance le 31 décembre 2020. Cette convention débiterait le 1^{er} janvier 2021 pour une durée de cinq ans. Cette année, la subvention s'élève à 88 406 euros. La plus grande part de cette subvention est dédiée au Comité National. Une partie concerne le fonctionnement de l'association saintaise. Enfin, la dernière partie est dédiée à l'organisation de l'arbre de Noël pour les enfants du personnel de l'Etablissement.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par des personnes publiques,

Vu l'article 1^{er} du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 fixant l'obligation pour l'autorité administrative de conclure une convention avec l'organisme de droit privé bénéficiant d'une subvention dont le montant annuel dépasse 23 000€,

Vu la loi n°2007-2090 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale prévoyant notamment, que l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale détermine le type des actions et le montant des dépenses qu'elle entend engager pour la réalisation des prestations d'action sociale, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre,

Vu la délibération n°2016-106 du Conseil Communautaire en date du 23 juin 2016, transmise au contrôle de légalité le 29 juin 2016 autorisant la signature de la convention avec le Comité des Œuvres Sociales (COS) de la Ville de Saintes pour une durée de 5 ans maximum,

Vu la demande de subvention formulée par l'association le COS pour l'année 2021,

Vu la délibération n°2021-31 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021, portant vote du budget primitif du Budget Principal 2021 et notamment l'annexe budgétaire portant attribution d'une subvention d'un montant de 88 406 € pour l'année 2021 à l'association LE COS (comité des œuvres sociales) pour mener à bien les actions de l'association,

Considérant la convention entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et le Comité des Œuvres Sociales (COS) de la Ville de Saintes signée le 6 juillet 2016, et son terme prévu le 31 décembre 2020,

Considérant qu'il convient de déterminer le type d'actions et le montant des dépenses que la CDA de Saintes entend engager pour la réalisation des prestations d'action sociale, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre,

Considérant que l'association le COS offre un ensemble de prestations sociales, culturelles, sportives et de loisirs en faveur des agents communautaires et des retraités de l'établissement selon les éléments suivants :

- *Proposer un éventail diversifié d'activités et prestations sociales, culturelles, sportives et de loisirs aux adhérents actifs et retraités,*
- *Assister et soutenir les agents dans leur relation avec un organisme d'action sociale national,*
- *Accueillir et informer le public des actifs et retraités, des activités et prestations possibles,*
- *Organiser un arbre de Noël pour les enfants des agents en activité,*
- *Intervenir également à la demande pour organiser ou participer à toute autre manifestation, selon convention particulière à intervenir.*

Considérant que le montant de la subvention se décompose en trois parties :

- *La première partie correspond à 80% du montant de l'adhésion par agent actif et retraité à un organisme national d'action sociale suivant le tarif annuel établi par celui-ci (en 2020, la cotisation est de 212 € pour un agent actif et 137.80 € pour un retraité).*
- *La seconde partie correspond au fonctionnement de l'association (administration, activités, billetterie, etc...).*
- *La troisième partie, pour l'arbre de Noël.*

Considérant qu'il est proposé de conclure une convention pluriannuelle d'objectifs pour l'année 2021 renouvelable par tacite reconduction pour une période totale ne pouvant excéder cinq ans (soit jusqu'au 31 décembre 2025 inclus).

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'approuver les termes du projet de convention pluriannuelle d'objectifs ci-joint entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et le Comité des Œuvres Sociales.*
- *D'autoriser le Président, ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, et de l'Administration Générale à signer la convention entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et le Comité des Œuvres Sociales.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 Ne prend pas part au vote (M. Pascal GILLARD)

DÉPLACEMENT MOBILITÉ

2021-56. Autorisation de signer le Contrat informatique du matériel billettique UBI TRANSPORTS

Monsieur Philippe DELHOUME précise que la CDA de Saintes passe par la Centrale d'Achat du Transport Public pour ses achats liés au réseau de transport public. En 2015, la CATP a conclu un accord-cadre relatif à l'acquisition d'un système de billettique autonome et des demandes de matériels accessoires. Cet accord-cadre a été attribué à la société UBI TRANSPORTS. En 2018, ce prestataire a fourni le matériel billettique, la maintenance informatique et l'hébergement des données à la CDA. En 2020, un nouvel accord-cadre a été conclu, avec pour objet d'assurer la continuité du fonctionnement du logiciel de maintenance et des solutions billettiques déjà acquises. Cet accord-cadre a également été attribué à la société UBI TRANSPORTS. Afin de répondre au besoin d'hébergement et de maintenance du matériel billettique de la CDA, la CATP a consulté les titulaires de l'accord-cadre en vue de conclure un nouveau marché subséquent pour la CDA de Saintes. Cela assurera la continuité de l'hébergement et de la maintenance du matériel billettique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 1111-1, L. 2113-2 et suivants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020,

Vu la délibération n°2020-121 du conseil Communautaire du 30 juillet 2020 portant délégation du Conseil Communautaire au Président, et notamment le point n°4 relatif à la passation des marchés et de leurs avenants,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que le Code de la Commande Publique autorise les acheteurs à recourir à une centrale d'achats notamment pour l'acquisition de fournitures ou de services et la passation de marchés au nom d'un EPCI,

Considérant que la CATP (Centrale d'Achat du Transport Public) a conclu un accord-cadre n°2015-18 relatif à l'acquisition d'un Système Billettique Autonome Portable et des matériels accessoires, réalisé dans le respect des règles des marchés publics et se terminant en février 2020,

Considérant la décision n°18-78 du 24 avril 2018 transmise en Sous-Préfecture le 24 avril 2018, relative à l'acquisition d'un système billettique autonome portable et des matériels accessoires, et la décision n°19-141 transmise en Sous-Préfecture le 17 mai 2019, relative au contrat d'hébergement et de maintenance informatique du matériel billettique UBI TRANSPORTS,

Considérant que le prestataire UBI TRANSPORTS titulaire de l'accord-cadre et du marché subséquent n°2015-18-36 signé le 24 avril 2018 a fourni du matériel billettique en 2018 et héberge depuis cette date les données permettant l'accès au service et à la boutique en ligne Buss à la Communauté d'Agglomération de Saintes et assure la maintenance du matériel billettique de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant que la CATP a conclu un nouvel accord-cadre n°2020-08 en 2020 ayant pour objet de permettre d'assurer la continuité du fonctionnement logiciel et la maintenance des matériels des solutions billettiques déjà acquises par les Adhérents, que cet accord-cadre est décomposé en 4 lots qui ont été attribués à la société UBI TRANSPORTS. L'accord-cadre a été conclu pour une durée ferme allant du 4 juillet

2020 jusqu'au 30 juin 2024. Il est reconductible 4 fois pour une durée d'1 an.

Considérant qu'afin de répondre aux besoins d'hébergement et de maintenance du matériel billettique de la Communauté d'Agglomération de Saintes, la CATP a consulté le titulaire du lot n°2 « Contrat de fonctionnement logiciel et matériel de la solution 2Place » de l'accord-cadre en vue de conclure un marché subséquent,

Considérant que la rémunération de la CATP s'élève dans ce cadre à 4 000 € H.T (4 800 € T.T.C) pour la passation du marché subséquent avec le prestataire UBI TRANSPORTS, dont le siège social est situé 200 boulevard de la résistance, Cité de l'entreprise à MACON (71000),

Considérant la nécessité d'autoriser la CATP à passer un marché subséquent (sans montant minimum ni maximum) en vue du renouvellement du contrat d'hébergement des données permettant l'accès au service et à la boutique en ligne et de maintenance du matériel billettique avec le prestataire UBI TRANSPORTS,

Considérant qu'une fois le marché subséquent signé, la Communauté d'Agglomération de Saintes peut émettre des bons de commandes pour l'hébergement des données permettant l'accès au service et à la boutique en ligne et la maintenance du matériel billettique,

Considérant que le coût annuel de l'hébergement des données s'élève à 32 044 € H.T (38 452, 80 € T.T.C), soit 8 011 € H.T (9 613,20 € T.T.C) par trimestre payable avec terme à échoir. Une clause de révision annuelle (1er janvier) de la redevance est prévue à l'article 6.1 du contrat de maintenance matériel.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser la Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) à passer un marché subséquent (n°2020-08-50) avec le titulaire du lot n°2 UBI TRANSPORTS relatif au « Contrat de fonctionnement logiciel et matériel de la solution 2Place » de l'accord-cadre pour l'hébergement de données permettant l'accès au service et à la boutique en ligne BUSS et la maintenance du matériel billettique dont la prise d'effet est fixée au 1er mars 2021 pour une durée d'un an renouvelable chaque année dans la limite de validité de l'accord-cadre.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment des marchés publics, à signer avec la CATP et le titulaire UBI TRANSPORTS la convention relative aux « conditions générales de vente tripartites » définissant les relations contractuelles entre la Communauté d'Agglomération de Saintes, la CATP et le titulaire UBI TRANSPORTS qui prendra effet à compter de sa notification à la Communauté d'Agglomération de Saintes et à UBI TRANSPORTS par la CATP.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment des marchés publics, à signer tout autre document nécessaire dans ce cadre notamment la convention avec la CATP fixant sa rémunération ainsi que les bons de commandes qui seront émis pendant la durée d'exécution du marché subséquent et adressés au titulaire « UBI TRANSPORTS » dont le siège social est situé 200 boulevard de la résistance, Cité de l'entreprise à MACON (71000).

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-57. Règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo à assistance électrique

Monsieur Philippe DELHOUME précise que la mise en place d'une subvention pour l'achat d'un vélo à assistance électrique par les habitants de la CDA a été votée. Il a été convenu de l'attribution de 100 aides de 200 euros chacune, représentant une enveloppe de 20 000 euros pour l'année 2021. Il convient de valider le règlement d'attribution, dont les critères principaux sont d'être majeur et résidant sur la CDA, d'effectuer une seule demande par foyer, d'acheter un vélo neuf chez un vélociste de la CDA et fabriqué en France, et la mise en place d'un kit d'électrification permettant de transformer un vélo mécanique en VAE. La demande devra être effectuée dans les trente jours après l'achat du vélo, date de la facture faisant foi. Le règlement est joint à la délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n°2020-656 du 30 mai 2020 relatif aux aides à l'acquisition ou à la location des véhicules peu polluants,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 2°), c) relatif à l'organisation de la mobilité,

Vu la délibération n°2021-9 du Conseil Communautaire en date du 26 janvier 2021 approuvant l'avenant n°5 au contrat de concession de service public pour l'exploitation du réseau de transports de Saintes portant notamment sur le service vélos Bicy's,

Vu les conventions de financement n°19NAC0192 et 19NAC0185 conclues avec l'ADEME relatives à l'appel à projet Vélo & Territoire,

Considérant que le vélo est un mode de transport alternatif à la voiture individuelle permettant à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'améliorer la qualité de l'air, de diminuer la congestion urbaine, d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages, d'améliorer la condition physique et la santé des usagers, de redynamiser les centre bourgs et centre-ville...

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes s'est lancée depuis janvier 2020 dans une politique vélo avec l'élaboration d'un schéma directeur cyclable,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes propose un service de location de vélo depuis septembre 2020,

Considérant les crédits prévus au budget annexe « Transports Urbains et Mobilités » 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'approuver le règlement d'attribution ci-joint d'une subvention pour l'achat d'un vélo à assistance électrique neuf ou d'électrification d'un vélo à hauteur de 100 aides de 200€.*
- *D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Transports et de la Mobilité, à signer ce règlement et tous les documents afférents à la mise en œuvre de ce dispositif.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- *52 Voix pour*
- *0 Voix contre*
- *0 Abstention*
- *0 Ne prend pas part au vote*

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

2021-58. Lancement de la démarche d'élaboration du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) sur l'agglomération de Saintes

Monsieur Fabrice BARUSSEAU souligne que cette délibération avait déjà été actée au mois de décembre. Il s'agit de la compléter, puisqu'il manquait une annexe importante concernant la méthode d'élaboration du PCAET. Cette annexe est obligatoire. La délibération prise en décembre est donc modifiée en annexant la méthodologie d'élaboration du PCAET.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande dans quel délai il est envisagé de pouvoir mettre en place le PCAET.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU explique que la mise en place sera effectuée quasiment en parallèle de celle du PLUI. Cela représente environ trois ans de travail.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 229-25 à L. 229-26 relatifs au bilan des émissions de gaz à effet de serre et plan climat air énergie territorial (PCAET),

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 dite Loi Grenelle 2, portant engagement national pour l'environnement,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et notamment son article 188 qui précise que le plan climat air énergie territorial est porté par les intercommunalités de plus de 20 000 habitants et concerne tout le territoire de l'EPCI,

Vu la loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat,

Vu le décret n°2011-829 du 11 juillet 2011, relatif au bilan des émissions de gaz à effet de serre et au PCAET,

Vu le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 et son arrêté d'application du 4 août 2016, qui précisent le contenu du PCAET et ses modalités d'application,

Vu le décret n°2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes,

Vu le décret n°2020-456 du 21 avril 2020 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie,

Vu le décret n°2020-457 du 21 avril 2020 relatif aux budgets carbone nationaux et à la stratégie nationale bas-carbone,

Vu l'arrêté du 27 mars 2020 de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine portant approbation du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n°2016-212 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2016 qui engage l'agglomération de Saintes dans la démarche Cit'ergie,

Vu la délibération n°2017-173 du Conseil Communautaire en date du 14 septembre 2017 qui approuve le dossier de candidature à l'appel à projet territoire à Energie Positive (TEPOS) et son programme d'actions,

Vu la délibération n°2020-254 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2020 actant le lancement d'une démarche d'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) sur l'agglomération de Saintes,

Considérant l'obligation, issue de l'article L.229-26 du Code de l'Environnement, pour l'agglomération de Saintes, de réaliser un PCAET,

Considérant que le PCAET est une démarche de planification coordonnée par l'agglomération de Saintes, à la fois stratégique et opérationnelle qui concerne tous les secteurs d'activité,

Considérant que le PCAET a donc vocation à mobiliser l'ensemble des acteurs économiques, sociaux et environnementaux à l'échelle du territoire de l'agglomération de Saintes,

Considérant que le PCAET a pour objectifs :

- *de réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) du territoire (volet atténuation);*
- *d'adapter le territoire aux effets du changement climatique, afin d'en diminuer la vulnérabilité (volet adaptation).*
- *d'améliorer la qualité de l'air (volet air)*

Considérant que l'énergie est le principal levier d'action dans la lutte contre le changement climatique et la pollution de l'air avec 3 axes de travail : la sobriété énergétique, l'amélioration de l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables.

Considérant que l'agglomération de Saintes exprime depuis 2016 sa volonté de s'engager dans la démarche Cit'ergie qui est financée en partie par l'ADEME et le programme LEADER à hauteur de 80 %,

Considérant que l'agglomération de Saintes est engagée depuis 2018 dans le programme Territoire à Energie Positive (TEPOS),

Considérant les règles de compatibilité du PCAET :

- *Il doit être compatible avec les règles du SRADDET,*
- *Il doit prendre en compte le SCoT, les objectifs du SRADDET et la stratégie nationale bas carbone tant que le schéma régional ne l'a pas lui-même prise en compte,*

- Le PLUi doit prendre en compte le PCAET. A compter du 1er avril 2021, le PLUi devra être compatible avec le PCAET.

Considérant la méthode d'élaboration du PCAET annexée,

Considérant que les modalités d'élaboration et de concertation doivent être définies dans cette délibération et que différents acteurs et partenaires doivent en être informés tels que :

- le Préfet de la Charente-Maritime, le Préfet de la Région Nouvelle Aquitaine, le Président du Conseil départemental de la Charente-Maritime et le Président du Conseil régional de la Région Nouvelle Aquitaine ;
- les maires des communes concernées ;
- les représentants des autorités organisatrices d'un réseau public de distribution d'électricité et de gaz présentes sur son territoire (SDEER, GrDF) ;
- le président de l'autorité ayant réalisé le schéma de cohérence territoriale (Pays Saintonge Romane) ;
- les présidents des organismes consulaires compétents sur son territoire (CMA, CCI, Chambre d'agriculture) ;
- les gestionnaires de réseaux d'énergie présents sur son territoire (ENEDIS, GrDF) ;
- le représentant des organismes gestionnaires ou propriétaires de logements situés sur le territoire (SEMIS, ICF Habitat, SA Atlantic Aménagement, Habitat 17)

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- D'abroger la délibération n° 2020-254 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2020 susvisée et de la remplacer par la présente délibération à compter de son rendu exécutoire.
- D'approuver l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial et ses modalités de mise en œuvre telles que prévues par le législateur et annexées à la présente délibération.
- D'autoriser le Président, ou son représentant en charge entre autres de la Transition écologique, à signer tous documents afférents à la présente délibération et à engager toutes les démarches s'y rapportant et notamment à informer par courrier les différents acteurs précisés dans la loi du lancement du PCAET et de ses modalités d'élaboration.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

CISPD

2021-59. Lancement d'un appel à projets Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD)

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON indique que l'appel à projets proposé s'intègre dans le cadre de l'animation du CISPD. La stratégie nationale a été prise en compte. Pour le moment, les axes de la stratégie départementale ne sont pas encore connus, celle-ci est en cours d'élaboration. Une partie des retours statistiques et qualitatifs des partenaires du CISPD ont été retenus pour choisir les axes prioritaires en matière d'intervention. Le confinement a ainsi favorisé les violences intrafamiliales. L'appel à projets repose sur un budget de 27 000 euros. Un travail est par ailleurs mené concernant un diagnostic local de sécurité et prévention de la délinquance, qui permettra d'identifier pour l'année prochaine des axes plus personnalisés par rapport au territoire. Des questionnaires ont été transmis à cet effet.

Monsieur Raymond MOHSEN aimerait savoir quels collègues ont signé le protocole sur la procédure de rappel à l'ordre avec le Préfet et le Procureur de la République.

Monsieur le Président propose que le cabinet collecte l'information et lui transmette.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON ajoute qu'un groupe d'échange de pratiques va être lancé très prochainement sur des sujets en lien avec la sécurité et la prévention.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 4°), a) relatif à la politique de la ville dans la communauté, et plus particulièrement l'animation et la coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance,

Considérant le Débat d'Orientations Budgétaires,

Considérant que l'appel à projets du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) en 2021 a pour objectifs de :

- prévenir ou lutter contre les violences intrafamiliales (VIF),*
- prévenir ou lutter contre les addictions,*
- prévenir les risques liés aux écrans,*
- favoriser la sécurité routière,*

Considérant que la diversité des acteurs de la prévention sur le territoire doit permettre de consolider des actions existantes et de favoriser l'émergence de nouveaux projets,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes du règlement de l'appel à projets CISPD ci-joint.*
- d'autoriser le lancement de l'appel à projets CISPD.*
- d'approuver l'affectation de la somme de 27.000 € dédiée à cet appel à projets.*
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant en charge du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD), à signer tout document y afférent.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

QUESTIONS DIVERSES

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir à quelle date la réouverture du bassin Aquarelle pourrait être envisagée, afin de réorganiser les accès à la piscine, notamment pour les scolaires. Un certain nombre d'enfants apprennent à nager dans le cadre de ces activités, et n'ont pas accès à cette possibilité en dehors de l'école.

Monsieur le Président répond que la réouverture se prépare. De nouvelles annonces doivent avoir lieu le lendemain au soir, et des restrictions supplémentaires sont possibles. La possibilité d'ouvrir en extérieur pour les clubs a été étudiée.

Monsieur le Président indique par ailleurs que la visite de deux recteurs a eu lieu le matin même. La rectrice du Poitou-Charentes et le recteur en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche sont en effet venus découvrir le campus connecté sur la Cité Entrepreneuriale. Ils ont passé un très bon moment. Une halte a aussi été effectuée au pôle innovation, qui n'était pas prévue. Des relations vont se tisser entre le campus connecté, le pôle innovation et l'Université de La Rochelle, qui était également représentée.

En l'absence d'autres questions diverses, Monsieur le Président clôt la séance à 21h13.

Le Secrétaire,